

De Minister van Ambtenarenzaken, Informatica, Administratieve Vereenvoudiging, belast met
Kinderbijslag, Toerisme, Erfgoed en Verkeersveiligheid,

V. DE BUE

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2024/005116]

29 FEVRIER 2024. — Arrêté du Gouvernement wallon portant exécution des décrets du 12 février 2004 relatifs aux administrateurs publics, aux commissaires du Gouvernement et aux réviseurs pour les personnes morales de droit public

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, telle que modifiée, l'article 20 ;

Vu le décret du 12 février 2004 relatif au statut de l'administrateur public, l'article 9, § 2, l'article 14, l'article 15, le § 1^{er}, alinéa 1^{er}, le § 5, alinéa 1^{er}, remplacé par le décret du 24 novembre 2016, et le § 6, alinéa 1^{er}, modifié en dernier lieu par le décret du 29 mars 2018, l'article 15/6, § 1^{er}, alinéas 1^{er} à 3, le § 3 et le § 4, inséré par le décret du 29 mars 2018, l'article 16, § 1^{er}, alinéa 2, et l'article 17, § 1^{er}, alinéa 4 ;

Vu le décret du 12 février 2004 relatif aux commissaires du Gouvernement et aux missions de contrôle des réviseurs au sein des organismes d'intérêt public, l'article 7, l'article 18, l'article 19/1, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, le § 3, alinéa 1^{er}, et le § 4, inséré par le décret du 24 novembre 2016 et modifié par le décret du 29 mars 2018, l'article 19/7, alinéa 1^{er}, inséré par le décret du 29 mars 2018, l'article 20, alinéa 2, et l'article 20bis, § 3, alinéa 1^{er}, inséré par le décret du 30 avril 2009 ;

Vu le décret du 30 avril 2009 relatif aux missions de contrôle des réviseurs au sein des organismes d'intérêt public, des intercommunales et des sociétés de logement de service public et au renforcement de la transparence dans l'attribution des marchés publics de réviseurs par un pouvoir adjudicateur wallon et modifiant certaines dispositions du décret du 12 février 2004 relatif aux commissaires du Gouvernement, du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation et du Code wallon du Logement, l'article 8 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 février 2005 déterminant le contenu de la Charte du Commissaire du Gouvernement ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 mars 2005 portant exécution du décret du 12 février 2004 relatif au statut de l'administrateur public ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 décembre 2010 portant exécution du décret du 30 avril 2009 relatif aux missions de contrôle des réviseurs au sein des organismes d'intérêt public, des intercommunales et des sociétés de logement de service public et au renforcement de la transparence dans l'attribution des marchés publics de réviseurs par un pouvoir adjudicateur wallon et modifiant certaines dispositions du décret du 12 février 2004 relatif aux commissaires du Gouvernement, du Code de la démocratie locale et de la décentralisation et du Code wallon du Logement ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 janvier 2017 portant exécution de l'article 19/1 du décret du 12 février 2004 relatif aux commissaires du Gouvernement et aux missions de contrôle des réviseurs au sein des organismes d'intérêt public ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 mai 2018 pris en exécution des articles 2, 18^o, 15, § 1^{er} et 15/6, § 1^{er}, alinéa 3, du décret du 12 février 2004 relatif au statut de l'administrateur public et modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 mars 2005 portant exécution du décret du 12 février 2004 relatif au statut de l'administrateur public ;

Vu le rapport du 17 juillet 2023 établi conformément à l'article 4, 2^o, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales ;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 29 juin 2023 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 20 juillet 2023 ;

Vu l'avis n° 65/2023 de l'Autorité de Protection des données, donné le 24 mars 2023 ;

Vu l'avis n° 74.711/4 du Conseil d'Etat, donné le 20 novembre 2023, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Sur la proposition du Ministre-Président et de la Ministre de la Fonction publique,

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE 1^{er}. — *Dispositions générales*

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, l'on entend par :

- 1° l'Administration : le Service public de Wallonie Secrétariat général ;
- 2° le cadastre des marchés publics : le cadastre tel que visé à l'article 8 du décret du 30 avril 2009 relatif aux missions de contrôle des réviseurs au sein des organismes d'intérêt public, des intercommunales et des sociétés de logement de service public et au renforcement de la transparence dans l'attribution des marchés publics de réviseurs par un pouvoir adjudicateur wallon et modifiant certaines dispositions du décret du 12 février 2004 relatif aux commissaires du Gouvernement, du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation et du Code wallon du Logement ;
- 3° l'informateur institutionnel : le gestionnaire ou son délégué tel que visé à l'article 15/6, § 1^{er}, du décret du 12 février 2004 relatif au statut de l'administrateur public ;
- 4° le Ministre : le Ministre en charge de la matière dont l'organisme relève ;
- 5° l'outil informatique : l'outil informatique géré par la Région wallonne et désigné par l'Administration ;
- 6° le registre institutionnel wallon : le registre des organismes tel que visé à l'article 15/6, § 1^{er}, du décret du 12 février 2004 relatif au statut de l'administrateur public.

Art. 2. L'Administration est responsable des traitements de données à caractère personnel effectués par application du présent arrêté.

Les données à caractère personnel collectées par application du présent arrêté :

- 1° sont uniquement utilisées par la Région wallonne dans le cadre de l'application du présent arrêté et des décrets qu'il exécute ;
- 2° ne sont pas transmises à des tiers, sans préjudice des articles 9, 14 et 18 et du décret du 30 mars 1995 relatif à la publicité de l'administration ;
- 3° sont conservées pour une durée maximale de douze ans :
 - a) pour ce qui concerne les données traitées en application des articles 6, 7 et du chapitre 4, à dater de la fin du mandat ou de la fonction des personnes concernées au sein de l'organisme ;
 - b) pour ce qui concerne les données traitées en application de l'article 9 et du chapitre 5, à dater de la fin de l'exécution du marché public concerné ;
 - c) pour ce qui concerne les autres données que celles visées sous a) et b), à dater de leur collecte ;
- 4° sont traitées aux fins :
 - a) d'établir le registre visé à l'article 15/6, § 1^{er}, du décret du 12 février 2004 relatif au statut de l'administrateur public permettant d'identifier les organismes et leurs participations, leurs organes, leurs membres et de participer au contrôle du respect des règles relatives à l'encadrement des rémunérations perçues par les administrateurs publics, les gestionnaires et les commissaires du Gouvernement ;
 - b) d'assurer la transparence :
 - (1) quant aux organes internes des organismes ou de leurs participations, et aux mandats publics exercés au sein des organismes et ce, par la publication visée à l'article 15/6, § 1^{er}, alinéa 3, du décret du 12 février 2004 relatif au statut de l'administrateur public ;
 - (2) quant aux réviseurs et ce, par la publication visée à l'article 20bis du décret du 12 février 2004 relatif aux commissaires du Gouvernement et aux missions de contrôle des réviseurs au sein des organismes d'intérêt public ;
 - (3) quant aux marchés publics de réviseurs et ce, par la publication du cadastre visée à l'article 8 du décret du 30 avril 2009 relatif aux missions de contrôle des réviseurs au sein des organismes d'intérêt public, des intercommunales et des sociétés de logement de service public et au renforcement de la transparence dans l'attribution des marchés publics de réviseurs par un pouvoir adjudicateur wallon et modifiant certaines dispositions du décret du 12 février 2004 relatif aux commissaires du Gouvernement, du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation et du Code wallon du Logement ;
 - c) d'assurer le contrôle parlementaire et ce, par l'accès aux rapports de rémunérations visés à l'article 15, § 1^{er}, du décret du 12 février 2004 relatif au statut de l'administrateur public et à l'article 19/1, § 1^{er}, du décret du 12 février 2004 relatif aux commissaires du Gouvernement et aux missions de contrôle des réviseurs au sein des organismes d'intérêt public.

L'Administration rend accessible les informations relatives aux droits des personnes quant à la protection de leurs données à caractère personnel depuis chaque outil informatique visé dans le présent arrêté et dont l'utilisation génère une collecte de données à caractère personnel ainsi que depuis le registre institutionnel wallon.

CHAPITRE 2. — *Des chartes et de la procédure de révocation d'un administrateur public ou d'un commissaire du Gouvernement*

Art. 3. § 1^{er}. Le contenu de la charte visée à l'article 16 du décret du 12 février 2004 relatif au statut de l'administrateur public, est joint en annexe 1^{re} au présent arrêté.

Le contenu de la charte visée à l'article 17 du décret du 12 février 2004 relatif au statut de l'administrateur public, est joint en annexe 2 au présent arrêté.

§ 2. Le contenu de la charte visée à l'article 20 du décret du 12 février 2004 relatif aux commissaires du Gouvernement et aux missions de contrôle des réviseurs au sein des organismes d'intérêt public du commissaire du Gouvernement, est joint en annexe 3 au présent arrêté.

Art. 4. § 1^{er}. Conformément aux modalités de révocation visées à l'article 9 du décret du 12 février 2004 relatif au statut de l'administrateur public et à l'article 7 du décret du 12 février 2004 relatif aux commissaires du Gouvernement et aux missions de contrôle des réviseurs au sein des organismes d'intérêt public, le ministre-président, le ministre ou leur délégué, convoque et entend la personne dont la révocation est envisagée.

§ 2. La convocation, adressée par envoi recommandé avec accusé de réception, contient la date et le lieu de l'audition ainsi qu'une explication circonstanciée des faits reprochés.

L'audition a lieu au plus tôt sept jours à dater de la réception de la convocation.

§ 3. Le délégué du ministre-président ou du ministre établit un procès-verbal de l'audition.

Le procès-verbal est notifié à la personne auditionnée à l'adresse courriel indiquée par cette dernière ou, à défaut, par envoi recommandé avec accusé de réception.

La personne auditionnée transmet ses éventuels commentaires relatifs au procès-verbal, sans en modifier le contenu, selon les modalités contenues dans la notification visée à l'alinéa 2.

Le procès-verbal et les commentaires sont joints au dossier de révocation présenté au Gouvernement pour décision.

CHAPITRE 3. — *Des communications*

Art. 5. Les communications relatives à l'article 14 du décret du 12 février 2004 relatif au statut de l'administrateur public sont notifiées par le biais de l'outil informatique.

Art. 6. § 1^{er}. Au plus tard pour le 1^{er} septembre de chaque année, le président de l'organe de gestion transmet le rapport d'activités ou de gestion de l'organisme par le biais du registre institutionnel wallon, moyennant authentification.

L'Administration met le modèle de rapport de rémunération, rapport contenu dans le rapport d'activités ou dans le rapport de gestion, adopté par le Gouvernement, à disposition du président de l'organe de gestion dans le registre institutionnel wallon.

§ 2. La transmission du rapport visée au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, vaut communication au Gouvernement et au ministre de tutelle au sens de l'article 15, §§ 1^{er} et 6, du décret du 12 février 2004 relatif au statut de l'administrateur public et au sens de l'article 19/1, §§ 1^{er} et 4, du décret du 12 février 2004 relatif aux commissaires du Gouvernement et aux missions de contrôle des réviseurs au sein des organismes d'intérêt public.

§ 3. L'Administration met les rapports de rémunération à disposition du Parlement dans le registre institutionnel wallon. Cette mise à disposition vaut communication au Parlement au sens de l'article 15, § 5, du décret du 12 février 2004 relatif au statut de l'administrateur public et au sens de l'article 19/1, § 3, du décret du 12 février 2004 relatif aux commissaires du Gouvernement et aux missions de contrôle des réviseurs au sein des organismes d'intérêt public.

§ 4. Si l'Administration ou le Gouvernement peut obtenir, auprès de sources authentiques publiques, des données ou des documents devant figurer dans le rapport de rémunération, ces données et ces documents sont pré-encodés pour le président de l'organe de gestion dans le registre institutionnel wallon.

Sous réserve d'éventuelles rectifications apportées par le président de l'organe de gestion, la validation par celui-ci des données et des documents pré-encodés vaut déclaration de ces données et de ces documents.

§ 5. Un accusé de réception de la transmission est notifié par courriel au président de l'organe de gestion.

Art. 7. En application de l'article 15/6, § 1^{er}, alinéa 4, du décret du 12 février 2004 relatif au statut de l'administrateur public, le gestionnaire de l'organisme utilise le registre institutionnel wallon pour notifier toute délégation de sa fonction d'informateur institutionnel. La notification contient :

- 1° le nom et le prénom de la personne déléguée ;
- 2° la fonction de la personne déléguée au sein de l'organisme ;
- 3° le numéro de téléphone de la personne déléguée ;
- 4° l'adresse de courriel de la personne déléguée.

Art. 8. § 1^{er}. Sur proposition du ministre, le ministre-président peut :

- 1° solliciter, auprès de chaque informateur institutionnel, les preuves du respect de l'article 15/6, § 3, du décret du 12 février 2004 relatif au statut de l'administrateur public ;
- 2° adresser à chaque informateur institutionnel le rappel prévu à l'article 15/6, § 4, du décret du 12 février 2004 relatif au statut de l'administrateur public, en utilisant l'adresse de courriel renseignée lors de la dernière déclaration institutionnelle.

§ 2. Les communications effectuées visées au paragraphe 1^{er} sont réalisées par le biais de l'outil informatique.

Art. 9. En application de l'article 20bis du décret du 12 février 2004 relatif aux commissaires du Gouvernement et aux missions de contrôle des réviseurs au sein des organismes d'intérêt public, les organismes envoient à l'Administration, par le biais de l'outil informatique, dans le mois suivant la fin de chaque exercice comptable, le rapport de transparence du soumissionnaire retenu à un marché de contrôle des comptes.

L'Administration désigne le site internet de la Région wallonne utilisé pour la publication des rapports visés à l'alinéa 1^{er}.

CHAPITRE 4. — Déclarations institutionnelles et registre institutionnel wallon

Section 1^{re} — Déclarations institutionnelles

Art. 10. Les données à transmettre par l'informateur institutionnel, sans préjudice de celles visées à l'article 15/6, § 2, du décret du 12 février 2004 relatif au statut de l'administrateur public, sont :

- 1° les informations relatives à l'organisme qui fait l'objet de la déclaration :
 - a) la dénomination ;
 - b) le numéro d'entreprise auprès de la Banque-carrefour des Entreprises ;
 - c) l'adresse postale ;
 - d) la forme juridique ;
 - e) le cas échéant, le nombre de personnes morales associées au sein de l'organisme ;
 - f) le cas échéant, le capital total ;
- 2° les informations relatives à l'informateur institutionnel :
 - a) le nom et le prénom ;
 - b) un numéro de téléphone et une adresse courriel ;
 - c) l'indication de la qualité soit de gestionnaire soit de délégué ;
- 3° les informations relatives à chaque gestionnaire au sein de l'organisme :
 - a) le nom et le prénom ;
 - b) le cas échéant, l'appartenance à un organe de l'organisme chargé de la gestion journalière de celui-ci ;
 - c) la date d'entrée en fonction ;
 - d) le cas échéant, la date de sortie de fonction ;
 - e) le caractère rémunéré ou non de la fonction ;
- 4° les informations relatives à chaque mandataire au sein de chaque organe interne de l'organisme :
 - a) le nom et le prénom du mandataire ;
 - b) l'intitulé du mandat exercé ;
 - c) l'organe concerné au sein de l'organisme ;
 - d) la date de début du mandat ;
 - e) le cas échéant, la date de fin de mandat ;
 - f) le caractère rémunéré ou non du mandat ;

- 5° le cas échéant, les informations relatives aux personnes morales associées au sein de l'organisme :
- a) la dénomination ;
 - b) le numéro d'entreprise auprès de la Banque-carrefour des Entreprises ;
- 6° le cas échéant, les informations relatives à chaque personne morale dans laquelle l'organisme ou une filiale de celui-ci détient des participations :
- a) la dénomination ;
 - b) le numéro d'entreprise auprès de la Banque-carrefour des Entreprises ;
 - c) l'adresse postale ;
 - d) la forme juridique ;
 - e) le cas échéant, le nombre de personnes morales associées au sein de cette personne morale ;
 - f) le cas échéant, le capital total ;
 - g) le nombre de personnes dans l'organe de gestion issues initialement de l'organisme ;
 - h) le nom, le prénom et le numéro de registre national de chaque personne visée sous g) ;
 - i) la date d'entrée en fonction de chaque personne visée sous g) ;
 - j) le cas échéant, la date de fin de fonction de chaque personne visée sous g) ;
 - k) le caractère rémunéré ou non de la fonction exercée par chaque personne visée sous g).

Pour l'application de l'alinéa 1^{er}, l'informateur institutionnel ne mentionne pas les commissaires du Gouvernement désignés au sein des organismes.

Pour l'application de l'alinéa 1^{er}, 4^o, d), la date de début de mandat est au plus tôt :

- 1° pour les administrateurs publics, la date de signature de la charte visée à l'article 16 du décret du 12 février 2004 relatif au statut de l'administrateur public ;
- 2° pour les personnes visées à l'article 17 du décret du 12 février 2004 relatif au statut de l'administrateur public, la date de signature de la charte visée à l'article 17 du décret du 12 février 2004 relatif au statut de l'administrateur public.

Art. 11. § 1^{er}. L'informateur institutionnel transmet les informations visées à l'article 10 par le biais du registre institutionnel wallon, moyennant authentification.

§ 2. Si l'Administration ou le Gouvernement peut obtenir, auprès de sources authentiques publiques, des données ou des documents devant être déclarés, ces données et ces documents sont pré-encodés pour l'informateur institutionnel dans le registre institutionnel wallon.

Sous réserve des éventuelles rectifications apportées par l'informateur institutionnel, la validation par celui-ci des données et des documents pré-encodés vaut déclaration de ces données et de ces documents.

§ 3. Un accusé de réception de la transmission est notifié par courriel à l'informateur institutionnel.

Section 2 — Registre institutionnel wallon

Art. 12. L'Administration établit le registre institutionnel wallon sous forme informatique.

Le registre institutionnel wallon est actualisé en continu par l'encodage des données par les informateurs institutionnels conformément à l'article 11.

Art. 13. En application de l'article 19/7 du décret du 12 février 2004 relatif aux commissaires du Gouvernement et aux missions de contrôle des réviseurs au sein des organismes d'intérêt public, l'Administration encode sans délai, dans le registre institutionnel wallon, pour chaque commissaire du Gouvernement :

- 1° l'organisme concerné ;
- 2° le nom et le prénom du commissaire du Gouvernement ;
- 3° le numéro de registre national du commissaire du Gouvernement ;
- 4° la date de désignation du commissaire du Gouvernement ;
- 5° la date de signature de la charte visée à l'article 20 du décret du 12 février 2004 relatif aux commissaires du Gouvernement et aux missions de contrôle des réviseurs au sein des organismes d'intérêt public ;
- 6° la date de sortie de fonction du commissaire du Gouvernement.

Art. 14. L'Administration publie le registre institutionnel wallon sous forme informatique.

Sont publiées :

- 1° les informations transmises en application de l'article 11 ;
- 2° les informations encodées en application de l'article 13 ;
- 3° les informations visées à l'article 15/6, § 2, alinéa 1^{er}, du décret du 12 février 2004 relatif au statut de l'administrateur public.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, les informations suivantes ne sont pas publiées :

- 1° les informations visées à l'article 10, alinéa 1^{er}, 2° ;
- 2° les numéros de registre national ;
- 3° les adresses postales qui concernent des personnes physiques ;
- 4° les numéros de téléphones ;
- 5° les adresses de courriel.

Les données sont publiées en continu, conformément à l'actualisation visée à l'article 12, alinéa 2.

Art. 15. Toute personne peut, en accès gratuit et sans authentification préalable :

- 1° réaliser des recherches ciblées dans le registre institutionnel wallon, au moins par noms d'organismes ou par noms de personnes ;
- 2° visualiser et imprimer toutes les informations publiées du registre institutionnel wallon concernant le résultat d'une recherche visé sous 1°.

Art. 16. § 1^{er}. Toute personne qui souhaite signaler une anomalie dans la publication du registre institutionnel wallon utilise le registre institutionnel wallon moyennant authentification par carte d'identité électronique.

§ 2. L'Administration informe l'informateur institutionnel de l'organisme concerné, par courriel à l'adresse visée à l'article 10, alinéa 1^{er}, 2°, b), de toute anomalie portée à sa connaissance en ce qui concerne le contenu de la publication visée à l'article 14.

Dans le cadre du flux continu visé à l'article 15/6, § 2, du décret du 12 février 2004 relatif au statut de l'administrateur public, l'informateur institutionnel rectifie toute anomalie avérée concernant son organisme.

§ 3. L'Administration rectifie d'initiative les erreurs purement matérielles dont elle a connaissance en ce qui concerne le contenu de la publication visée à l'article 14.

L'Administration notifie chaque rectification visée à l'alinéa 1^{er}, par courriel, à l'adresse visée à l'article 10, alinéa 1^{er}, 2°, b), à l'informateur institutionnel de l'organisme concerné.

La rectification est réputée acceptée par l'informateur institutionnel s'il ne l'invalide pas dans les trente jours de la réception du courriel.

CHAPITRE 5. — Déclarations et cadastre des marchés publics

Art. 17. Pour le 15 juillet au plus tard de chaque année, les organismes visés à l'article 3 du décret du 12 février 2004 relatif aux commissaires du Gouvernement et aux missions de contrôle des réviseurs au sein des organismes d'intérêt public, transmettent par le biais de l'outil informatique :

- 1° les informations relatives à la personne physique qui encode des informations en application du présent article :
 - a) le numéro de registre national ;
 - b) le nom et le prénom ;
 - c) la fonction dans l'organisme ;
 - d) le numéro de téléphone ;
 - e) l'adresse de courriel ;
- 2° les informations relatives aux marchés publics de l'organisme qui sont concernés par le cadastre des marchés publics :
 - a) le nom des prestataires actuels, à savoir le nom de la société et le nom des réviseurs, des personnes physiques, qui interviennent dans l'exécution du marché ;
 - b) l'objet du marché tel que visé dans le cahier spécial des charges ;
 - c) les dates de début et de fin d'exécution du contrat en cours ;
 - d) la date de la décision d'attribution du marché ;
 - e) l'existence éventuelle d'une clause de renouvellement des contrats actuels ;
 - f) la date prévue pour une nouvelle désignation ;
 - g) la procédure de marché public utilisée pour la désignation des prestataires actuels ;
 - h) le montant total du ou des marchés ;
- 3° s'il échet, une information selon laquelle leurs marchés publics n'entrent pas dans le champ d'application du cadastre des marchés publics.

L'Administration accuse bonne réception par courriel des informations visées à l'alinéa 1^{er}.

Art. 18. § 1^{er}. L'Administration établit le cadastre des marchés publics sous forme informatique.

§ 2. Le cadastre des marchés publics publié reprend les informations visées à l'article 17, alinéa 1^{er}, 2°.

Les pouvoirs adjudicateurs y sont classés par ordre alphabétique.

§ 3. L'Administration désigne le site internet de la Région wallonne utilisé pour la publication du cadastre des marchés publics.

§ 4. L'Administration met le rapport relatif au cadastre des marchés publics à disposition du Parlement dans l'outil informatique.

Cette mise à disposition vaut transmission du rapport au sens de l'article 8, § 2, du décret du 30 avril 2009 relatif aux missions de contrôle des réviseurs au sein des organismes d'intérêt public, des intercommunales et des sociétés de logement de service public et au renforcement de la transparence dans l'attribution des marchés publics de réviseurs par un pouvoir adjudicateur wallon et modifiant certaines dispositions du décret du 12 février 2004 relatif aux commissaires du Gouvernement, du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation et du Code wallon du Logement.

CHAPITRE 6. — Dispositions abrogatoires et finales

Art. 19. Sont abrogés :

- 1° l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 février 2005 déterminant le contenu de la Charte du Commissaire du Gouvernement ;
- 2° l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 mars 2005 portant exécution du décret du 12 février 2004 relatif au statut de l'administrateur public ;

- 3° l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 décembre 2010 portant exécution du décret du 30 avril 2009 relatif aux missions de contrôle des réviseurs au sein des organismes d'intérêt public, des intercommunales et des sociétés de logement de service public et au renforcement de la transparence dans l'attribution des marchés publics de réviseurs par un pouvoir adjudicateur wallon et modifiant certaines dispositions du décret du 12 février 2004 relatif aux commissaires du Gouvernement, du Code de la démocratie locale et de la décentralisation et du Code wallon du Logement, en ce qui concerne les organismes visés à l'article 3 du décret du 12 février 2004 relatif aux commissaires du Gouvernement et aux missions de contrôle des réviseurs au sein des organismes d'intérêt public ;
- 4° l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 janvier 2017 portant exécution de l'article 19/1 du décret du 12 février 2004 relatif aux commissaires du Gouvernement et aux missions de contrôle des réviseurs au sein des organismes d'intérêt public ;
- 5° l'article 6 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 mai 2018 pris en exécution des articles 2, 18°, 15, § 1^{er}, et 15/6, § 1^{er}, alinéa 3, du décret du 12 février 2004 relatif au statut de l'administrateur public et modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 mars 2005 portant exécution du décret du 12 février 2004 relatif au statut de l'administrateur public.

Art. 20. Entrent en vigueur le 31 décembre 2025 :

- 1° l'article 5, alinéa 2 ;
- 2° l'article 6, § 3 ;
- 3° l'article 8, § 2 ;
- 4° l'article 9, alinéa 2 ;
- 5° l'article 14 ;
- 6° l'article 15 ;
- 7° l'article 16 ;
- 8° l'article 17 ;
- 9° l'article 18 ;
- 10° l'article 19, 3°.

Art. 21. Le Ministre-Président et le Ministre qui a la compétence de l'organisme concerné dans ses attributions sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 29 février 2024.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

La Ministre de la Fonction publique, de l'Informatique, de la Simplification administrative,
en charge des allocations familiales, du Tourisme, du Patrimoine et de la Sécurité routière,
V. DE BUE

Annexe 1^{re}.**Contenu de la charte visée à l'article 16 du décret du 12 février 2004 relatif au statut de l'administrateur public**

Madame, Monsieur ..., domicilié ou domiciliée, à ..., administrateur public au sens du décret du 12 février 2004 relatif au statut de l'administrateur public :

- 1° s'assure que l'organisme respecte la loi, les décrets, les dispositions réglementaires applicables, et les dispositions du contrat de gestion s'il existe ;
- 2° respecte les dispositions du décret du 12 février 2004 relatif au statut de l'administrateur public ;
- 3° s'assure du respect des intérêts et des objectifs publics de l'organisme ainsi que de ceux de la Région wallonne tout en maintenant son indépendance d'analyse, de décision et d'action et en rejetant toute forme de pression ;
- 4° s'assure du fonctionnement efficace de l'organe de gestion ;
- 5° évite tout conflit entre ses intérêts personnels directs ou indirects et ceux de l'organisme ;
- 6° évite un usage inapproprié d'informations privilégiées ;
- 7° est loyal et discret ;
- 8° s'assure de la bonne gestion des deniers publics ;
- 9° développe et met à jour ses compétences professionnelles.

Concernant le 2°, l'administrateur informe par écrit et sans délai, le ministre-Président et le ministre de tutelle qu'il ne remplit plus, le cas échéant, les conditions préalables à sa nomination ou qu'il se trouve dans le cas d'une incompatibilité visée par les décrets.

Concernant le 3°, l'administrateur exprime clairement, s'il estime que la décision projetée de l'organe de gestion est de nature à nuire à l'organisme, son opposition en son sein et à épuiser tous les moyens pour le convaincre de la pertinence de sa position.

A cet effet, tout en considérant que la démission peut constituer la conséquence ultime de son opposition, il envisage successivement :

- a) d'exposer les raisons de son opposition et les conséquences dommageables pour l'organisme de la décision éventuelle de l'organe de gestion ;
- b) d'inviter l'organe de gestion, si nécessaire, à solliciter l'avis d'experts ;
- c) de demander le report de la décision, si sa nature le permet, à une réunion suivante de l'organe de gestion de manière à permettre une étude plus approfondie ;
- d) de demander d'annexer sa position, qu'il fait connaître par écrit, au procès-verbal de l'organe de gestion ;
- e) de demander une réunion spéciale de l'organe de gestion pour débattre de ce point.

En cas de démission, l'administrateur informe les autres administrateurs, le réviseur, le commissaire du Gouvernement, le ministre-Président et le ministre de tutelle de l'organisme des raisons de celle-ci, en évitant de rendre publiques des informations confidentielles.

Concernant le 4°, l'administrateur vérifie que les pouvoirs et responsabilités de l'organe de gestion et du ou des responsables de la gestion journalière sont clairement établis.

L'administrateur vérifie que l'organe de gestion contrôle effectivement l'organisme et l'activité du ou des responsables de la gestion journalière. En particulier, il est attentif :

- a) à ce qu'aucune personne ne puisse exercer au sein de l'organisme un pouvoir discrétionnaire sans contrôle ;

- b) à ce que l'organe de gestion, s'il crée en son sein un comité d'audit, s'assure que ce dernier soit composé d'une majorité d'administrateurs non-exécutifs, en relation avec les réviseurs de l'organisme, et référant périodiquement à l'organe de gestion ;
- c) à ce que l'organe de contrôle interne éventuel de l'organisme fonctionne effectivement et soit régulièrement contrôlé par les réviseurs ;
- d) à ce que le ou les responsables de la gestion journalière coopère pleinement et sans réticence à l'objectif de contrôle de l'organe de gestion.

L'administrateur s'assure que l'organe de gestion se réunit à intervalle régulier et reçoit une information suffisante et en temps utile pour que les administrateurs puissent valablement délibérer.

L'administrateur assiste assidûment aux réunions de l'organe de gestion.

Concernant le 5°, l'administrateur s'assure que les intérêts de l'organisme et de l'ensemble de ses actionnaires prévalent en toute circonstance sur ses intérêts personnels directs ou indirects. L'administrateur informe complètement et préalablement l'organe de gestion de tout conflit d'intérêt dans lequel il peut, directement ou indirectement, être impliqué et à s'abstenir de participer aux débats et à la prise de décision sur les matières concernées.

Concernant le 6°, sans préjudice des dispositions décrétales ou statutaires applicables, l'administrateur s'assure de ne pas diffuser publiquement, directement ou indirectement, sans autorisation de l'organe de gestion, des informations qu'il détient en raison de sa fonction au sein de l'organisme.

L'administrateur s'assure de ne pas faire usage incorrect d'informations qu'il détient en raison de sa fonction au sein de l'organisme, qu'il en retire ou non un avantage personnel, ou que l'organisme soit lésé ou non.

L'administrateur s'assure de ne pas diffuser, directement ou indirectement, des informations qu'il sait fausses ou trompeuses.

Concernant le 7°, l'administrateur s'abstient de toute prise de position publique à l'égard des décisions de l'organe de gestion sauf à y être autorisé par lui.

Concernant le 8°, l'administrateur dénonce au sein de l'organe de gestion toute dépense manifestement excessive ou ne cadrant pas avec l'objet social de l'organisme.

Concernant le 9°, avec l'aide de l'organisme, l'administrateur développe ses compétences professionnelles de manière à maintenir, dans un environnement en constante mutation, un haut niveau d'expertise.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 février 2024 portant exécution des décrets du 12 février 2004 relatifs aux administrateurs publics, aux commissaires du Gouvernement et aux réviseurs pour les personnes morales de droit public.

Namur, le 29 février 2024.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,

E. DI RUPO

La Ministre de la Fonction publique, de l'Informatique, de la Simplification administrative, en charge des allocations familiales, du Tourisme, du Patrimoine et de la Sécurité routière,

V. DE BUE

Annexe 2.

Contenu de la charte visée à l'article 17 du décret du 12 février 2004 relatif au statut de l'administrateur public

Madame, Monsieur ..., domicilié ou domiciliée, à ..., personne siégeant au sein de l'organe de gestion de:

- 1° s'assure que l'organisme respecte la loi, les décrets, les dispositions réglementaires lui applicables et les dispositions du contrat de gestion s'il existe ;
- 2° agit en toute circonstance de manière indépendante ;
- 3° s'assure du fonctionnement efficace de l'organe de gestion ;
- 4° évite tout conflit entre ses intérêts personnels directs ou indirects et ceux de l'organisme ;
- 5° est loyal et discret en évitant un usage inapproprié d'informations privilégiées ;
- 6° s'assure de la bonne gestion des deniers publics ;
- 7° développe et met à jour ses compétences professionnelles.

Concernant le 2°, dans ce cadre, l'administrateur s'assure en toute circonstance à maintenir son indépendance d'analyse, de décision et d'action et à rejeter toute forme de pression.

L'administrateur exprime clairement, s'il estime que la décision projetée de l'organe de gestion est de nature à nuire à l'organisme, son opposition en son sein et à épuiser tous les moyens pour le convaincre de la pertinence de sa position.

A cet effet, tout en considérant que la démission peut constituer la conséquence ultime de son opposition, il envisage successivement :

- a) d'exposer les raisons de son opposition et les conséquences dommageables pour l'organisme de la décision éventuelle de l'organe de gestion ;
- b) d'inviter l'organe de gestion, si nécessaire, à solliciter l'avis d'experts ;
- c) de demander le report de la décision, si sa nature le permet, à une réunion suivante de l'organe de gestion de manière à permettre une étude plus approfondie ;
- d) de demander d'annexer sa position, qu'il aura fait connaître par écrit, au procès-verbal de l'organe de gestion ;
- e) de demander une réunion spéciale de l'organe de gestion pour débattre de ce point.

En cas de démission, l'administrateur informe le président de l'organe de gestion, le ministre-Président et le ministre de tutelle de l'organisme des raisons de celle-ci, en évitant de rendre publique des informations confidentielles.

Concernant le 3°, l'administrateur vérifie que les pouvoirs et responsabilités de l'organe de gestion et du ou des responsables de la gestion journalière sont clairement établis.

L'administrateur vérifie que l'organe de gestion contrôle effectivement l'organisme et l'activité du ou des responsables de la gestion journalière.

L'administrateur s'assure que l'organe de gestion se réunit à intervalle régulier et reçoit une information suffisante et en temps utile pour que les administrateurs puissent valablement délibérer.

L'administrateur assiste assidûment aux réunions de l'organe de gestion.

Concernant le 4°, l'administrateur s'assure que les intérêts de l'organisme et de l'ensemble de ses actionnaires prévalent en toute circonstance sur ses intérêts personnels directs ou indirects.

L'administrateur informe complètement et préalablement l'organe de gestion de tout conflit d'intérêt dans lequel il peut, directement ou indirectement, être impliqué et à s'abstenir de participer aux débats et à la prise de décision sur les matières concernées.

Concernant le 5°, sans préjudice d'autres dispositions applicables, l'administrateur ne peut pas utiliser ou divulguer des informations dont il a eu connaissance dans le cadre de ses fonctions si

l'utilisation ou la divulgation de ces informations est de nature à porter préjudice aux intérêts de l'organisme.

L'administrateur s'assure de ne pas diffuser, directement ou indirectement, des informations qu'il sait fausses ou trompeuses.

Concernant le 6°, l'administrateur dénonce au sein de l'organe de gestion toute dépense manifestement excessive ou ne cadrant pas avec l'objet social de l'organisme.

Concernant le 7°, avec l'aide de l'organisme, l'administrateur développe ses compétences professionnelles de manière à maintenir, dans un environnement en constante mutation, un haut niveau d'expertise.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 février 2024 portant exécution des décrets du 12 février 2004 relatifs aux administrateurs publics, aux commissaires du Gouvernement et aux réviseurs pour les personnes morales de droit public.

Namur, le 29 février 2024.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,

E. DI RUPO

La Ministre de la Fonction publique, de l'Informatique, de la Simplification administrative, en charge des allocations familiales, du Tourisme, du Patrimoine et de la Sécurité routière,

V. DE BUE

Annexe 3.**Contenu de la charte visée à l'article 20 du décret du 12 février 2004 relatif aux commissaires du Gouvernement et aux missions de contrôle des réviseurs au sein des organismes d'intérêt public**

Sans préjudice des dispositions décrétales ou statutaires existantes, Monsieur/Madame, nommé ou nommée Commissaire du Gouvernement wallon auprès de ... en date du ..., le Commissaire :

1° respecte scrupuleusement tout au long de son mandat les dispositions décrétales qui lui sont applicables, en particulier celles contenues dans le décret du 12 février 2004 relatifs aux Commissaires du Gouvernement portant sur :

- a) la disponibilité suffisante pour l'exercice du mandat visée à l'article 4, § 1^{er}, 1° ;
- b) l'absence de condamnation pénale incompatible avec l'exercice de la fonction visée à l'article 4, § 1^{er}, 3° ;
- c) l'absence de lien avec tout organisme, parti, association ou personne morale quelle qu'elle soit, qui ne respecte pas les principes démocratiques énoncés dans diverses normes légales nationales ou internationales visée à l'article 4, § 1^{er}, 4° ;
- d) l'absence de conflit d'intérêt fonctionnel ou personnel visée à l'article 4, § 1^{er}, 5° ;
- e) les incompatibilités visées à l'article 6, § 1^{er} ;

2° s'assure du respect par l'organisme de l'intérêt général, de la légalité et des objectifs définis par les normes décrétales et réglementaires lui applicables ou par le contrat de gestion, en utilisant son pouvoir de contrôle de manière proportionnée ;

3° est loyal à l'égard de l'organisme auprès duquel il est nommé, intègre, impartial et digne dans l'exercice de ses fonctions.

Concernant le 1°, le Commissaire informe par écrit et sans délai le ministre-Président et le ministre de tutelle qu'il ne remplit plus, le cas échéant, les conditions préalables à sa nomination ou qu'il se trouve dans le cas d'une incompatibilité visée par le décret.

Hormis le cas des incompatibilités, l'absence d'information ou sa transmission tardive relative à ces sujets, peut être constitutive d'une faute et faire l'objet de la procédure de révocation visée à l'article 7 du décret.

Les rapports, communications ou avis que le commissaire rend en exécution du décret, en particulier les articles 10 à 14, sont réalisés dans des délais utiles, sont accompagnés des explications nécessaires à la compréhension de leur dimension technique et sont complétés par toute pièce ou autre élément probant.

Il transmet, en exécution de l'article 13 du décret, un rapport trimestriel sur la situation de la trésorerie de l'organisme conformément au modèle ci-joint.

Concernant le 2°, il agit, dans le cadre de l'exercice de sa mission, en tant que gardien des intérêts du Gouvernement wallon et, plus largement, de l'actionnaire public tel que visé à l'article 20, alinéa 3, 2° du décret.

Il fait preuve de la plus grande discrétion à propos de l'exercice de sa mission et s'abstient de toute prise de position publique et de divulgation à quiconque d'informations privilégiées, confidentielles ou susceptibles de porter préjudice aux intérêts de l'organisme obtenues en raison de ses fonctions.

Cette obligation est particulièrement applicable, en ce qui concerne les informations et indications qu'un ministre ou le Gouvernement wallon lui communique.

Il développe ses compétences et informe par écrit le ministre-Président et le ministre de tutelle au 30 juin de chaque année, de la manière dont il a développé et mis à jour ses compétences professionnelles dans les domaines d'activités de l'organisme, en précisant l'aide et les moyens que celui-ci a mis à sa disposition.

Concernant le 3°, il est disponible pour l'organisme, en particulier pour les réunions régulières de ses organes de gestion auxquelles il peut uniquement s'absenter pour des motifs impérieux.

Il informe immédiatement et par écrit l'organe de gestion par l'intermédiaire de son président d'une orientation nouvelle que le Gouvernement souhaite prendre conformément aux missions, aux statuts ou à l'objet social de l'organisme.

Il informe l'organisme, selon la même procédure, de toute instruction reçue de la part du ministre de tutelle.

Il n'est pas le représentant d'un groupe de pression et demeure indépendant de tout pouvoir à l'exception du Gouvernement wallon.

Il n'accorde pas, ne sollicite pas ou n'accepte pas, directement ou indirectement, une faveur ou un avantage indu pour lui-même ou pour une autre personne.

Il n'accepte pas de cadeau, marque d'hospitalité ou autres avantages que ceux d'usage et de valeur minime.

Pour le Gouvernement wallon :

Le Ministre-Président,

Le Ministre de tutelle,

Le Commissaire du Gouvernement wallon,

Modèle de rapport trimestriel

01/01/20xx 31/03/20xx 30/06/20xx 30/09/20xx 31/12/20xx

- - - - -

Placements de trésorerie + valeurs disponibles (1)

Trésorerie active (1)

Dettes à plus d'un an échéant dans l'année + dettes financières (2)

Trésorerie passive (II)

Trésorerie nette (I) - (II)

(1) Pour les organismes ayant organisé leurs comptes annuels conformément au schéma prescrit par l'arrêté royal du 8 octobre 1976, il s'agit des rubriques " VIII. Placements de trésorerie (compte 50/53) " et " IX. Valeurs disponibles (comptes 54/58) " du bilan.

(2) Pour les organismes ayant organisé leurs comptes annuels conformément au schéma prescrit par l'arrêté royal du 30 janvier 2001, il s'agit des rubriques " IX.A. (comptes 42) " et " IX.B. (comptes 43) " du passif.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 février 2024 portant exécution des décrets du 12 février 2004 relatifs aux administrateurs publics, aux commissaires du Gouvernement et aux réviseurs pour les personnes morales de droit public.

Namur, le 29 février 2024.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,

E. DI RUPO

La Ministre de la Fonction publique, de l'Informatique, de la Simplification administrative, en charge des allocations familiales, du Tourisme, du Patrimoine et de la Sécurité routière,

V. DE BUE

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[C – 2024/005116]

29. FEBRUAR 2024 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Ausführung der Dekrete vom 12. Februar 2004 über die öffentlichen Verwalter, die Regierungskommissare und die Revisoren für juristische Personen öffentlichen Rechts

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen in seiner abgeänderten Fassung, Artikel 20;

Aufgrund des Dekrets vom 12. Februar 2004 über das Statut des öffentlichen Verwalters, Artikel 9 § 2, Artikel 14, Artikel 15 § 1 Absatz 1, § 5, Absatz 1, ersetzt durch das Dekret vom 24. November 2016, und § 6, Absatz 1, zuletzt abgeändert durch das Dekret vom 29. März 2018, Artikel 15/6, § 1 Absätze 1 bis 3, § 3 und § 4, eingefügt durch das Dekret vom 29. März 2018, Artikel 16, § 1 Absatz 2, und Artikel 17 § 1 Absatz 4;

Aufgrund des Dekrets vom 12. Februar 2004 über die Regierungskommissare und die Kontrollaufgaben der Revisoren innerhalb der Einrichtungen öffentlichen Interesses, Artikel 7, Artikel 18, Artikel 19/1, § 1 Absatz 1, § 3, Absatz 1, und § 4, eingefügt durch das Dekret vom 24. November 2016 und abgeändert durch das Dekret vom 29. März 2018, Artikel 19/7 Absatz 1, eingefügt durch das Dekret vom 29. März 2018, Artikel 20 Absatz 2 und Artikel 20bis § 3 Absatz 1, eingefügt durch das Dekret vom 30. April 2009;

Aufgrund des Dekrets vom 30. April 2009 über die Kontrollaufgaben der Revisoren innerhalb der Einrichtungen öffentlichen Interesses, der Interkommunalen und der Wohnungsbaugesellschaften öffentlichen Dienstes und über die Stärkung der Transparenz bei der Zuteilung der öffentlichen Aufträge für Revisoren durch einen wallonischen öffentlichen Auftraggeber und zur Änderung von Bestimmungen des Dekrets vom 12. Februar 2004 über die Regierungskommissare, Artikel 8;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 3. Februar 2005 zur Bestimmung des Inhalts der Charta des Regierungskommissars;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 17. März 2005 zur Ausführung des Dekrets vom 12. Februar 2004 über das Statut des öffentlichen Verwalters;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 9. Dezember 2010 zur Ausführung des Dekrets vom 30. April 2009 über die Kontrollaufgaben der Revisoren innerhalb der Einrichtungen öffentlichen Interesses, der Interkommunalen und der Wohnungsbaugesellschaften öffentlichen Dienstes und über die Stärkung der Transparenz bei der Zuteilung der öffentlichen Aufträge für Revisoren durch einen wallonischen öffentlichen Auftraggeber und zur Änderung von Bestimmungen des Dekrets vom 12. Februar 2004 über die Regierungskommissare, des Kodex für lokale Demokratie und Dezentralisierung, und des Wallonischen Wohngesetzbuches;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 19. Januar 2017 zur Ausführung von Artikel 19/1 des Dekrets vom 12. Februar 2004 über die Regierungskommissare und die Kontrollaufgaben der Revisoren innerhalb der Einrichtungen öffentlichen Interesses;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 24. Mai 2018 in Ausführung von Artikel 2 Ziffer 18, Artikel 15 § 1 und Artikel 15/6 § 1 Absatz 3 des Dekrets vom 12. Februar 2004 über das Statut des öffentlichen Verwalters und zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 17. März 2005 zur Durchführung des Dekrets vom 12. Februar 2004 über das Statut des öffentlichen Verwalters;

Aufgrund des Berichts vom 17. Juli 2023, aufgestellt in Übereinstimmung mit Artikel 4 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben;

Aufgrund des am 29. Juni 2023 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 20. Juli 2023 gegebenen Einverständnisses des Ministers für Haushalt;

Aufgrund des am 24. März 2023 abgegebenen Gutachtens Nr. 65/2023 der Datenschutzbehörde;

Aufgrund des am 20. November 2023 in Anwendung von Artikel 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens Nr. 74.711/4 des Staatsrats;

Auf Vorschlag des Ministerpräsidenten und des Ministers für den öffentlichen Dienst;

Nach Beratung,

Beschließt:

KAPITEL 1 — *Allgemeine Bestimmungen*

Artikel 1 - Für die Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten folgende Definitionen:

- 1° Verwaltung: der Öffentliche Dienst der Wallonie Generalsekretariat;
- 2° Kataster der öffentlichen Aufträge: das in Artikel 8 des Dekrets vom 30. April 2009 über die Kontrollaufgaben der Revisoren innerhalb der Einrichtungen öffentlichen Interesses, der Interkommunalen und der Wohnungsbaugesellschaften öffentlichen Dienstes und über die Stärkung der Transparenz bei der Zuteilung der öffentlichen Aufträge für Revisoren durch einen wallonischen öffentlichen Auftraggeber und zur Änderung von Bestimmungen des Dekrets vom 12. Februar 2004 über die Regierungskommissare, des Kodex für lokale Demokratie und Dezentralisierung, und des Wallonischen Wohngesetzbuches erwähnte Kataster;
- 3° Institutioneller Informationsbeauftragter: der Verwalter oder sein Beauftragter, wie in Artikel 15/6 § 1 des Dekrets vom 12. Februar 2004 über das Statut des öffentlichen Verwalters erwähnt;
- 4° Minister: der Minister, der für den Fachbereich zuständig ist, dem die Einrichtung angehört;
- 5° IT-Tool: das von der Wallonischen Region verwaltete und von der Verwaltung bezeichnete IT-Tool;
- 6° Wallonisches Verzeichnis der Einrichtungen: das Verzeichnis der Einrichtungen, wie in Artikel 15/6 § 1 des Dekrets vom 12. Februar 2004 über das Statut des öffentlichen Verwalters erwähnt.

Art. 2 - Die Verwaltung ist verantwortlich für die Verarbeitung personenbezogener Daten, die in Anwendung des vorliegenden Erlasses erfolgt.

Die im Rahmen der Anwendung des vorliegenden Erlasses erhobenen personenbezogenen Daten:

- 1° werden ausschließlich von der Wallonischen Region im Rahmen der Anwendung des vorliegenden Erlasses und der Dekrete, die er ausführt, verwendet;

- 2° werden nicht an Dritte weitergegeben, unbeschadet der Artikel 9, 14 und 18 sowie des Dekrets vom 30. März 1995 über die Öffentlichkeit der Verwaltung;
- 3° werden höchstens zwölf Jahre lang aufbewahrt:
- a) in Bezug auf Daten, die in Anwendung der Artikel 6 und 7 sowie des Kapitels 4 verarbeitet werden, ab dem Ende des Mandats oder des Amtes der betroffenen Personen in der Einrichtung;
 - b) in Bezug auf Daten, die in Anwendung von Artikel 9 und Kapitel 5 verarbeitet werden, ab dem Ende der Ausführung des betreffenden öffentlichen Auftrags;
 - c) in Bezug auf andere Daten als die unter a) und b) genannten, ab dem Zeitpunkt ihrer Erhebung;
- 4° werden zu folgenden Zwecken verarbeitet:
- a) um das in Artikel 15/6, § 1 des Dekrets vom 12. Februar 2004 über das Statut des öffentlichen Verwalters erwähnte Verzeichnis zu erstellen, das es ermöglicht, die Einrichtungen und ihre Beteiligungen, ihre Organe und ihre Mitglieder zu identifizieren und an der Kontrolle der Einhaltung der Vorschriften über den Rahmen der von den öffentlichen Verwaltern, den Verwaltern und den Regierungskommissaren erhaltenen Vergütungen mitzuwirken;
 - b) um Transparenz zu gewährleisten:
 - (1) hinsichtlich der internen Organe der Einrichtungen oder ihrer Beteiligungen und der öffentlichen Mandate, die innerhalb der Einrichtungen ausgeübt werden, und zwar durch die in Artikel 15/6, § 1 Absatz 3 des Dekrets vom 12. Februar 2004 über das Statut des öffentlichen Verwalters genannte Veröffentlichung;
 - (2) hinsichtlich der Revisoren, und zwar durch die in Artikel 20bis des Dekrets vom 12. Februar 2004 über die Regierungskommissare und die Kontrollaufgaben der Revisoren innerhalb der Einrichtungen öffentlichen Interesses genannte Veröffentlichung;
 - (3) hinsichtlich der öffentlichen Aufträge für Revisoren, und zwar durch die in Artikel 8 des Dekrets vom 30. April 2009 über die Kontrollaufgaben der Revisoren innerhalb der Einrichtungen öffentlichen Interesses, der Interkommunalen und der Wohnungsbaugesellschaften öffentlichen Dienstes und über die Stärkung der Transparenz bei der Zuteilung der öffentlichen Aufträge für Revisoren durch einen wallonischen öffentlichen Auftraggeber und zur Änderung von Bestimmungen des Dekrets vom 12. Februar 2004 über die Regierungskommissare, des Kodex für lokale Demokratie und Dezentralisierung, und des Wallonischen Wohngesetzbuches genannte Veröffentlichung des Katasters;
 - c) um die parlamentarische Kontrolle zu gewährleisten, und zwar durch den Zugang zu den Vergütungsberichten gemäß Artikel 15 § 1 des Dekrets vom 12. Februar 2004 über das Statut des öffentlichen Verwalters und gemäß Artikel 19/1, § 1 des Dekrets vom 12. Februar 2004 über die Regierungskommissare und die Kontrollaufgaben der Revisoren innerhalb der Einrichtungen öffentlichem Interesses.

Die Verwaltung macht die Informationen über die Rechte der Personen hinsichtlich des Schutzes ihrer personenbezogenen Daten von jedem in dem vorliegenden Erlass erwähnten IT-Tool aus zugänglich, dessen Benutzung eine Sammlung von personenbezogenen Daten erzeugt, sowie vom wallonischen Verzeichnis der Einrichtungen aus.

KAPITEL 2 — *Chartas und Verfahren zur Abberufung eines öffentlichen Verwalters oder eines Regierungskommissars*

Art. 3 - § 1. Der Inhalt der Charta gemäß Artikel 16 des Dekrets vom 12. Februar 2004 über das Statut des öffentlichen Verwalters, ist als Anhang 1 dem vorliegenden Erlass beigefügt.

Der Inhalt der Charta gemäß Artikel 17 des Dekrets vom 12. Februar 2004 über das Statut des öffentlichen Verwalters ist als Anhang 2 dem vorliegenden Erlass beigefügt.

§ 2. Der Inhalt der Charta gemäß Artikel 20 des Dekrets vom 12. Februar 2004 über die Regierungskommissare und die Kontrollaufgaben der Revisoren innerhalb der Einrichtungen öffentlichen Interesses ist als Anhang 2 dem vorliegenden Erlass beigefügt.

Art. 4 - § 1. Gemäß den in Artikel 9 des Dekrets vom 12. Februar 2004 über das Statut des öffentlichen Verwalters und in Artikel 7 des Dekrets vom 12. Februar 2004 über die Regierungskommissare und die Kontrollaufgaben der Revisoren innerhalb der Einrichtungen öffentlichen Interesses genannten Abberufungsmodalitäten lädt der Ministerpräsident, der Minister oder ihr Beauftragter die Person, deren Abberufung in Betracht gezogen wird, vor und hört sie an.

§ 2. Die Vorladung, die per Einschreiben mit Rückschein versandt wird, enthält das Datum und den Ort der Anhörung sowie eine ausführliche Erklärung der vorgeworfenen Handlungen.

Die Anhörung findet frühestens sieben Tage nach Erhalt der Vorladung statt.

§ 3. Der Beauftragte des Ministerpräsidenten oder des Ministers erstellt ein Protokoll über die Anhörung.

Das Protokoll wird der angehörten Person an die von ihr angegebene E-Mail-Adresse oder andernfalls per Einschreiben mit Rückschein zugestellt.

Die angehörte Person übermittelt etwaige Kommentare zum Protokoll, ohne dessen Inhalt zu verändern, in der in der Mitteilung nach Absatz 2 enthaltenen Form.

Das Protokoll und die Kommentare werden der Akte über die Abberufung beigefügt, die der Regierung zur Entscheidung vorgelegt wird.

KAPITEL 3 — *Mitteilungen*

Art. 5 - Mitteilungen in Bezug auf Artikel 14 des Dekrets vom 12. Februar 2004 über das Statut des öffentlichen Verwalters werden über das IT-Tool zugestellt.

Art. 6 - § 1. Spätestens bis zum 1. September jedes Jahres übermittelt der Vorsitzende des Verwaltungsorgans den Tätigkeits- oder Lagebericht der Einrichtung über das wallonische Verzeichnis der Einrichtungen, wobei eine Authentifizierung erforderlich ist.

Die Verwaltung stellt dem Vorsitzenden des Verwaltungsorgans das von der Regierung verabschiedete Muster des Vergütungsberichts, der im Tätigkeitsbericht oder im Lagebericht enthalten ist, im wallonischen Verzeichnis der Einrichtungen zur Verfügung.

§ 2. Die in Paragraph 1 Absatz 1 genannte Übermittlung des Berichts gilt als Mitteilung an die Regierung und den Aufsichtsminister im Sinne von Artikel 15 § 1 und § 6 des Dekrets vom 12. Februar 2004 über das Statut des öffentlichen Verwalters und im Sinne von Artikel 19/1 § 1 und § 4 des Dekrets vom 12. Februar 2004 über die Regierungskommissare und die Kontrollaufgaben der Revisoren innerhalb der Einrichtungen öffentlichen Interesses.

§ 3. Die Verwaltung stellt dem Parlament die Vergütungsberichte im wallonischen Verzeichnis der Einrichtungen zur Verfügung. Diese Zurverfügungstellung gilt als Mitteilung an das Parlament im Sinne von Artikel 15 § 5 des Dekrets vom 12. Februar 2004 über das Statut des öffentlichen Verwalters und im Sinne von Artikel 19/1 § 3 des Dekrets vom 12. Februar 2004 über die Regierungskommissare und die Kontrollaufgaben der Revisoren innerhalb der Einrichtungen öffentlichen Interesses.

§ 4. Wenn die Verwaltung oder die Regierung aus authentischen öffentlichen Quellen Daten oder Dokumente erhalten kann, die im Vergütungsbericht enthalten sein müssen, werden diese Daten und Dokumente für den Vorsitzenden des Verwaltungsorgans vorab im wallonischen Verzeichnis der Einrichtungen eingegeben.

Vorbehaltlich etwaiger vom Vorsitzenden des Verwaltungsorgans vorgenommener Berichtigungen gilt die Bestätigung der vorab eingegebenen Daten und Dokumente durch den Vorsitzenden des Verwaltungsorgans als Erklärung über diese Daten und Dokumente.

§ 5. Eine Bestätigung des Empfangs der Übermittlung wird dem Vorsitzenden des Verwaltungsorgans per E-Mail zugestellt.

Art. 7 - In Anwendung von Artikel 15/6 § 1 Absatz 4 des Dekrets vom 12. Februar 2004 über das Statut des öffentlichen Verwalters nutzt der Verwalter der Einrichtung das wallonische Verzeichnis der Einrichtungen, um jede Übertragung seines Amtes als institutioneller Informationsbeauftragter mitzuteilen. Die Mitteilung enthält:

- 1° den Namen und Vornamen der beauftragten Person;
- 2° die Funktion der beauftragten Person innerhalb der Einrichtung;
- 3° die Telefonnummer der beauftragten Person;
- 4° die E-Mail-Adresse der beauftragten Person.

Art. 8 - § 1. Auf Vorschlag des Ministers kann der Ministerpräsident:

- 1° bei dem institutionellen Informationsbeauftragten die Nachweise über die Einhaltung von Artikel 15/6 § 3 des Dekrets vom 12. Februar 2004 über das Statut des öffentlichen Verwalters anfordern;
- 2° jedem institutionellen Informationsbeauftragten die in Artikel 15/6 § 4 des Dekrets vom 12. Februar 2004 über das Statut des öffentlichen Verwalters vorgesehene Erinnerung unter Verwendung der bei der letzten institutionellen Erklärung angegebenen E-Mail-Adresse zusenden.

§ 2. Die in Paragraph 1 genannten durchgeführten Mitteilungen werden mithilfe des IT-Tools durchgeführt.

Art. 9 - In Anwendung von Artikel 20bis des Dekrets vom 12. Februar 2004 über die Regierungskommissare und die Kontrollaufgaben der Revisoren innerhalb der Einrichtungen öffentlichen Interesses übermitteln die Einrichtungsglieder der Verwaltung, mittels des IT-Tools, innerhalb eines Monats nach Ende jedes Rechnungsjahres den Transparenzbericht des berücksichtigten Submittenten für einen Auftrag zur Rechnungsprüfung.

Die Verwaltung bestimmt die Website der Wallonischen Region, die für die Veröffentlichung der in Absatz 1 genannten Berichte verwendet wird.

KAPITEL 4 — Erklärungen zu den Einrichtungen und wallonisches Verzeichnis der Einrichtungen

Abschnitt 1 — Erklärungen zu den Einrichtungen

Art. 10 - Die vom institutionellen Informationsbeauftragten zu übermittelnden Daten, unbeschadet der in Artikel 15/6, § 2 des Dekrets vom 12. Februar 2004 über das Statut des öffentlichen Verwalters genannten Daten, sind:

- 1° Informationen über die Einrichtung, die Gegenstand der Erklärung ist:
 - a) die Bezeichnung;
 - b) die Unternehmensnummer in der Zentralen Datenbank der Unternehmen;
 - c) die Postanschrift;
 - d) die Rechtsform;
 - e) gegebenenfalls die Anzahl der beteiligten juristischen Personen in der Einrichtung;
 - f) gegebenenfalls das Gesamtkapital;
- 2° Informationen über den institutionellen Informationsbeauftragten:
 - a) der Name und Vorname;
 - b) eine Telefonnummer und eine E-Mail-Adresse;
 - c) die Angabe der Eigenschaft entweder als Verwalter oder als Beauftragter;
- 3° Informationen über jeden Verwalter innerhalb der Einrichtung:
 - a) der Name und Vorname;
 - b) gegebenenfalls die Zugehörigkeit zu einem Organ der Einrichtung, das mit der täglichen Verwaltung der Einrichtung betraut ist;
 - c) das Datum des Amtsantritts;
 - d) ggf. das Datum des Ausscheidens aus dem Amt;
 - e) ob das Amt entgeltlich oder unentgeltlich ist;
- 4° Informationen über jeden Mandatsträger in jedem internen Organ der Einrichtung:
 - a) der Name und Vorname des Mandatsträgers;
 - b) die Bezeichnung des ausgeübten Mandats;
 - c) das betreffende Organ innerhalb der Organisation;
 - d) das Datum des Anfangs des Mandats;

- e) gegebenenfalls das Datum des Endes des Mandats;
- e) ob das Mandat entgeltlich oder unentgeltlich ist;
- e) gegebenenfalls Informationen über die beteiligten juristischen Personen innerhalb der Einrichtung;
- a) die Bezeichnung;
- b) die Unternehmensnummer in der Zentralen Datenbank der Unternehmen;
- 6° gegebenenfalls Informationen über jede juristische Person, an der die Einrichtung oder eine Tochtergesellschaft der Einrichtung beteiligt ist:
 - a) die Bezeichnung;
 - b) die Unternehmensnummer in der Zentralen Datenbank der Unternehmen;
 - c) die Postanschrift;
 - d) die Rechtsform;
 - e) gegebenenfalls die Anzahl der beteiligten juristischen Personen innerhalb dieser juristischen Person;
 - f) gegebenenfalls das Gesamtkapital;
 - g) die Anzahl der Personen im Verwaltungsorgan, die ursprünglich aus der Einrichtung stammen;
 - h) der Name, Vorname und die Nationalregisternummer jeder unter g) genannten Person;
 - i) das Datum des Amtsantritts jeder unter g) genannten Person;
 - j) gegebenenfalls das Datum, an dem jede unter g) genannte Person aus dem Amt ausgeschieden ist;
 - k) die Frage, ob das Amt, das jede unter g) genannte Person ausübt, entgeltlich oder unentgeltlich ist.

Im Rahmen der Anwendung von Absatz 1 erwähnt der institutionellen Informationsbeauftragte nicht die Regierungskommissare, die in den Einrichtungen benannt wurden.

Für die Anwendung von Absatz 1 Ziffer 4 Buchstabe d) ist das Datum des Beginns der Amtszeit frühestens:

- 1° für die öffentlichen Verwalter das Datum der Unterzeichnung der in Artikel 16 des Dekrets vom 12. Februar 2004 über das Statut des öffentlichen Verwalters erwähnten Charta;
- 2° für die in Artikel 17 des Dekrets vom 12. Februar 2004 über das Statut des öffentlichen Verwalters erwähnten Personen das Datum der Unterzeichnung der in Artikel 17 des Dekrets vom 12. Februar 2004 über das Statut des öffentlichen Verwalters erwähnten Charta.

Art. 11 - § 1. Der institutionelle Informationsbeauftragte übermittelt die in Artikel 10 genannten Informationen über das wallonische Verzeichnis der Einrichtungen, und zwar mittels Authentifizierung.

§ 2. Wenn die Verwaltung oder die Regierung mitteilungspflichtige Daten oder Dokumente aus authentischen öffentlichen Quellen erhalten kann, werden diese Daten und Dokumente für den institutionellen Informationsbeauftragten bereits vorab in das wallonische Verzeichnis der Einrichtungen eingegeben.

Vorbehaltlich etwaiger Berichtigungen durch den institutionellen Informationsbeauftragten gilt dessen Validierung der vorab eingegebenen Daten und Dokumente als Erklärung dieser Daten und Dokumente.

§ 3. Eine Bestätigung des Empfangs der Übermittlung wird dem institutionellen Informationsbeauftragten per E-Mail zugestellt.

Abschnitt 2 — Wallonisches Verzeichnis der Einrichtungen

Art. 12 - Die Verwaltung erstellt das wallonische Verzeichnis der Einrichtungen in elektronischer Form.

Das wallonische Verzeichnis der Einrichtungen wird durch die Eingabe der Daten durch die institutionellen Informationsbeauftragten gemäß Artikel 11 fortlaufend aktualisiert.

Art. 13 - In Anwendung von Artikel 19/7 des Dekrets vom 12. Februar 2004 über die Regierungskommissare und die Kontrollaufgaben der Revisoren innerhalb der Einrichtungen öffentlichen Interesses gibt die Verwaltung unverzüglich für jeden Regierungskommissar folgende Angaben in das wallonische Verzeichnis der Einrichtungen ein:

- 1° die betroffene Einrichtung;
- 2° den Namen und Vornamen des Regierungskommissars;
- 3° die Nationalregisternummer des Regierungskommissars;
- 4° das Datum der Benennung des Regierungskommissars;
- 5° das Datum der Unterzeichnung der in Artikel 20 des Dekrets vom 12. Februar 2004 über die Regierungskommissare und die Kontrollaufgaben der Revisoren innerhalb der Einrichtungen öffentlichen Interesses erwähnten Charta.
- 6° das Datum, an dem der Regierungskommissar aus dem Amt scheidet.

Art. 14 - Die Verwaltung erstellt das wallonische Verzeichnis der Einrichtungen in elektronischer Form.

Veröffentlicht werden:

- 1° die in Anwendung von Artikel 11 übermittelten Informationen;
- 2° die in Anwendung von Artikel 13 übermittelten Informationen;
- 3° die Artikel 15/6 § 2 Absatz 1 des Dekrets vom 12. Februar 2004 über das Statut des öffentlichen Verwalters übermittelten Informationen.

Abweichend von Absatz 1 werden die folgenden Informationen nicht veröffentlicht:

- 1° die in Artikel 10 Absatz 1 Ziffer 2 erwähnten Informationen;
- 2° die Nationalregisternummern;
- 3° Postadressen, die sich auf natürliche Personen beziehen;
- 4° Telefonnummern;
- 5° E-Mail-Adressen.

Die Daten werden entsprechend der in Artikel 12 Absatz 2 genannten Aktualisierung fortlaufend veröffentlicht.

Art. 15 - Jede Person kann kostenfrei und ohne vorherige Authentifizierung:

- 1° eine gezielte Suche im wallonischen Verzeichnis der Einrichtungen durchführen, zumindest nach Namen von Einrichtungen oder nach Namen von Personen;
- 2° alle veröffentlichten Informationen des wallonischen Verzeichnisses der Einrichtungen über das Ergebnis einer unter Ziffer 1 genannten Suche einsehen und ausdrucken.

Art. 16 - § 1. Jede Person, die eine Anomalie in der Veröffentlichung des wallonischen Verzeichnisses der Einrichtungen melden möchte, nutzt das wallonische Verzeichnis der Einrichtungen mittels Authentifizierung durch den elektronischen Personalausweis.

§ 2. Die Verwaltung informiert den institutionellen Informationsbeauftragten der betroffenen Einrichtung per E-Mail an die in Artikel 10 Absatz 1 Ziffer 2 Buchstabe *b*) genannte Adresse über jede ihr zur Kenntnis gebrachte Anomalie in Bezug auf den Inhalt der in Artikel 14 genannten Veröffentlichung.

Im Rahmen der in Artikel 15/6 § 2 des Dekrets vom 12. Februar 2004 über das Statut des öffentlichen Verwalters genannten fortlaufenden Übermittlung berichtigt der institutionelle Informationsbeauftragte jede erwiesene Anomalie, die seine Einrichtung betrifft.

§ 3. Die Verwaltung berichtigt von sich aus rein materielle Fehler, die ihr in Bezug auf den Inhalt der in Artikel 14 genannten Veröffentlichung bekannt werden.

Die Verwaltung teilt jede Berichtigung nach Absatz 1 per E-Mail an die in Artikel 10 Absatz 1 Ziffer 2 Buchstabe *b*) genannte Adresse dem institutionellen Informationsbeauftragten der betreffenden Einrichtung mit.

Die Berichtigung gilt als vom institutionellen Informationsbeauftragten angenommen, wenn er sie nicht innerhalb von dreißig Tagen nach Erhalt der E-Mail für ungültig erklärt.

KAPITEL 5 — Erklärungen und Kataster der öffentlichen Aufträge

Art. 17 - Bis spätestens 15. Juli jedes Jahres übermitteln die in Artikel 3 des Dekrets vom 12. Februar 2004 über die Regierungskommissare und die Kontrollaufgaben der Revisoren innerhalb der Einrichtungen öffentlichen Interessessgenannten Einrichtungen über das IT-Tool:

- 1° Informationen über die natürliche Person, die Informationen gemäß diesem Artikel eingibt:
 - a*) die Nationalregisternummer;
 - b*) den Namen und Vornamen;
 - c*) die Funktion innerhalb der Einrichtung;
 - d*) die Telefonnummer;
 - e*) die E-Mail-Adresse;
- 2° Informationen über die öffentlichen Aufträge der Einrichtung, die vom Kataster der öffentlichen Aufträge betroffen sind:
 - a*) den Namen der derzeitigen Dienstleistungserbringer, d. h. den Namen des Unternehmens und den Namen der Revisoren, der natürlichen Personen, die an der Ausführung des Auftrags beteiligt sind;
 - b*) der Gegenstand des Auftrags, so wie er in dem Sonderlastenheft erwähnt wird;
 - c*) die Anfangs- und Endtermine für die Ausführung des laufenden Auftrags;
 - d*) das Datum des Beschlusses zur Vergabe des Auftrags;
 - e*) ggf. das Vorhandensein einer Klausel über die Erneuerung der aktuellen Aufträge;
 - f*) ggf. das für eine neue Bezeichnung vorgesehene Datum
 - g*) das für die Bezeichnung der aktuellen Dienstleistungserbringer angewandte Verfahren zur Vergabe des öffentlichen Auftrags;
 - h*) der Gesamtbetrag des Auftrags bzw. der Aufträge;
- 3° falls zutreffend, eine Information, dass ihre öffentlichen Aufträge nicht in den Anwendungsbereich des Katasters der öffentlichen Aufträge fallen.

Die Verwaltung bestätigt den ordnungsgemäßen Erhalt der in Absatz 1 genannten Informationen per E-Mail.

Art. 18 - § 1. Die Verwaltung erstellt das Kataster der öffentlichen Aufträge in elektronischer Form.

§ 2. Das veröffentlichte Kataster der öffentlichen Aufträge enthält die in Artikel 17 Absatz 1 Ziffer 2 genannten Informationen.

Die öffentlichen Auftraggeber sind dort in alphabetischer Reihenfolge aufgeführt.

§ 3. Die Verwaltung bestimmt die Website der Wallonischen Region, die für die Veröffentlichung des Katasters der öffentlichen Aufträge verwendet wird.

§ 4. Die Verwaltung stellt dem Parlament den Bericht über das Kataster der öffentlichen Aufträge indem IT-Tool zur Verfügung.

Diese Bereitstellung gilt als Übermittlung des Berichts im Sinne von Artikel 8 § 2 des Dekrets vom 30. April 2009 über die Kontrollaufgaben der Revisoren innerhalb der Einrichtungen öffentlichen Interessess, der Interkommunalen und der Wohnungsbaugesellschaften öffentlichen Dienstes und über die Stärkung der Transparenz bei der Zuteilung der öffentlichen Aufträge für Revisoren durch einen wallonischen öffentlichen Auftraggeber und zur Änderung von Bestimmungen des Dekrets vom 12. Februar 2004 über die Regierungskommissare, des Kodex für lokale Demokratie und Dezentralisierung, und des Wallonischen Wohnungsbuches.

KAPITEL 6 — Aufhebungs- und Schlussbestimmungen

Art. 19 - Die folgenden Bestimmungen werden aufgehoben:

- 1° der Erlass der Wallonischen Regierung vom 3. Februar 2005 zur Bestimmung des Inhalts der Charta des Regierungskommissars;

- 2° der Erlass der Wallonischen Regierung vom 17. März 2005 zur Ausführung des Dekrets vom 12. Februar 2004 über das Statut des öffentlichen Verwalters;
- 3° der Erlass der Wallonischen Regierung vom 9. Dezember 2010 zur Ausführung des Dekrets vom 30. April 2009 über die Kontrollaufgaben der Revisoren innerhalb der Einrichtungen öffentlichen Interesses, der Interkommunalen und der Wohnungsbaugesellschaften öffentlichen Dienstes und über die Stärkung der Transparenz bei der Zuteilung der öffentlichen Aufträge für Revisoren durch einen wallonischen öffentlichen Auftraggeber und zur Änderung von Bestimmungen des Dekrets vom 12. Februar 2004 über die Regierungskommissare, des Kodex für lokale Demokratie und Dezentralisierung, und des Wallonischen Wohnungsgesetzbuches was die in Artikel 3 des Dekrets vom 12. Februar 2004 über die Regierungskommissare und die Kontrollaufgaben der Revisoren innerhalb der Einrichtungen öffentlichen Interesses genannten Einrichtungen betrifft;
- 4° der Erlass der Wallonischen Regierung vom 19. Januar 2017 zur Ausführung von Artikel 19/1 des Dekrets vom 12. Februar 2004 über die Regierungskommissare und die Kontrollaufgaben der Revisoren innerhalb der Einrichtungen öffentlichen Interesses;
- 5° der Erlass der Wallonischen Regierung vom 24. Mai 2018 in Ausführung von Artikel 2 Ziffer 18, Artikel 15 § 1 und Artikel 15/6 § 1 Absatz 3 des Dekrets vom 12. Februar 2004 über das Statut des öffentlichen Verwalters und zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 17. März 2005 zur Durchführung des Dekrets vom 12. Februar 2004 über das Statut des öffentlichen Verwalters.

Art. 20 - Am 31. Dezember 2025 treten in Kraft:

- 1° Artikel 5 Absatz 2;
- 2° Artikel 6 § 3;
- 3° Artikel 8 § 2;
- 4° Artikel 9 Absatz 2;
- 5° Artikel 14;
- 6° Artikel 15;
- 7° Artikel 16;
- 8° Artikel 17;
- 9° Artikel 18;
- 10° Artikel 19 Ziffer 3.

Art. 21 - Der Ministerpräsident und der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die betreffende Einrichtung gehört, werden in ihrem jeweiligen Zuständigkeitsbereich mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 29. Februar 2024

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident

E. DI RUPO

Die Ministerin für den öffentlichen Dienst, Datenverarbeitung, administrative Vereinfachung,
beauftragt mit den Bereichen Kindergeld, Tourismus, Erbe und Verkehrssicherheit

V. DE BUE

Anhang 1.

Inhalt der in Artikel 16 des Dekrets vom 12. Februar 2004 über das Statut des öffentlichen Verwalters erwähnten Charta

Frau, Herr ..., mit Wohnsitz in ..., öffentlicher Verwalter im Sinne des Dekrets vom 12. Februar 2004 über das Statut des öffentlichen Verwalters:

- 1° gewährleistet, dass die Einrichtung das Gesetz, die Dekrete, die geltenden Verordnungsbestimmungen und die Bestimmungen des Verwaltungsvertrags, sofern vorhanden, beachtet;
- 2° beachtet die Bestimmungen des Dekrets vom 12. Februar 2004 über das Statut des öffentlichen Verwalters;
- 3° gewährleistet, dass die öffentlichen Interessen und Ziele der Einrichtung sowie die der Wallonischen Region respektiert werden, wobei sie ihre Unabhängigkeit in Bezug auf Analyse, Entscheidungen und Maßnahmen wahrt und jede Form von Druck ablehnt;
- 4° gewährleistet die wirksame Arbeitsweise des Verwaltungsorgans;
- 5° vermeidet jeden Konflikt zwischen seinen direkten oder indirekten persönlichen Interessen und denen der Organisation;
- 6° vermeidet einen unangemessenen Gebrauch von Insiderinformationen;
- 7° ist loyal und wahrt Diskretion;
- 8° stellt sicher, dass die öffentlichen Gelder ordnungsgemäß verwaltet werden;
- 9° entwickelt seine beruflichen Fähigkeiten und hält sie auf dem neuesten Stand.

Zu Ziffer 2: Der Verwalter teilt dem Ministerpräsidenten und dem zuständigen Minister unverzüglich schriftlich mit, dass er gegebenenfalls die Voraussetzungen für seine Ernennung nicht mehr erfüllt oder dass eine in den Dekreten genannte Unvereinbarkeit vorliegt.

Zu Ziffer 3: Wenn der Verwalter der Ansicht ist, dass die geplante Entscheidung des Verwaltungsorgans der Einrichtung schaden könnte, bringt er seinen Widerstand innerhalb der Einrichtung klar zum Ausdruck und schöpft alle Mittel aus, um die Einrichtung von der Richtigkeit seines Standpunkts zu überzeugen.

Zu diesem Zweck erwägt er, während er davon ausgeht, dass die Kündigung die letzte Konsequenz seines Widerstands sein kann, nacheinander:

- a) die Gründe für seinen Widerstand und die schädigenden Folgen einer etwaigen Entscheidung des Verwaltungsorgans für die Einrichtung darzulegen;
- b) das Verwaltungsorgan erforderlichenfalls aufzufordern, den Rat von Sachverständigen einzuholen;
- c) zu beantragen, dass die Entscheidung, wenn ihre Art dies zulässt, auf eine spätere Sitzung des Verwaltungsorgans verschoben wird, um eine eingehendere Prüfung zu ermöglichen;
- d) zu verlangen, dass sein Standpunkt, den er schriftlich mitteilt, dem Protokoll des Verwaltungsorgans beigelegt wird;
- e) eine Sondersitzung des Verwaltungsorgans zur Erörterung dieses Punktes zu verlangen.

Im Falle eines Rücktritts informiert der Verwalter die anderen Verwalter, den Revisor, den Regierungskommissar, den Ministerpräsidenten und den Minister, der für die Einrichtung zuständig ist, über die Gründe für den Rücktritt, wobei er es vermeidet, vertrauliche Informationen zu veröffentlichen.

Zu Ziffer 4: Der Verwalter prüft, ob die Befugnisse und Verantwortlichkeiten des Verwaltungsorgans und des/der für die tägliche Geschäftsführung Verantwortlichen eindeutig festgelegt sind.

Der Verwalter prüft, ob das Verwaltungsorgan die Organisation und die Tätigkeit des/der für die tägliche Geschäftsführung Verantwortlichen wirksam kontrolliert. Insbesondere achtet er darauf:

- a) dass niemand innerhalb der Einrichtung eine Ermessensbefugnis ohne Kontrolle ausüben kann;
- b) dass das Verwaltungsorgan, falls es einen Auditausschuss einsetzt, sicherstellt, dass dieser aus einer Mehrheit von nicht an der Geschäftsführung beteiligten Verwaltern besteht, die mit den Revisoren der Einrichtung in Verbindung stehen und dem Verwaltungsorgan regelmäßig Bericht erstatten;
- c) dass das etwaige interne Kontrollorgan der Organisation wirksam funktioniert und regelmäßig von den Revisoren kontrolliert wird;
- d) dass der/die für die tägliche Geschäftsführung Verantwortliche/n bei der Erfüllung des Kontrollzwecks des Verwaltungsorgans in vollem Umfang und ohne Widerwillen mitwirkt/mitwirken.

Der Verwalter stellt sicher, dass das Verwaltungsorgan in regelmäßigen Abständen zusammentritt und ausreichende und rechtzeitige Informationen erhält, damit die Verwalter rechtsgültig beraten können.

Der Verwalter nimmt regelmäßig an den Sitzungen des Verwaltungsorgans teil.

Zu Ziffer 5: Der Verwalter stellt sicher, dass die Interessen der Einrichtung und aller ihrer Anteilseigner unter allen Umständen Vorrang vor seinen direkten oder indirekten persönlichen Interessen haben.

Der Verwalter informiert das Verwaltungsorgan vollständig und im Voraus über alle Interessenkonflikte, in die er direkt oder indirekt verwickelt sein könnte, und sich der Teilnahme an den Beratungen und der Beschlussfassung über die betreffenden Angelegenheiten zu enthalten.

Zu Ziffer 6: Unbeschadet der anwendbaren Dekret- oder Satzungsbestimmungen stellt der Verwalter sicher, dass er Informationen, über die er aufgrund seines Amtes innerhalb der Einrichtung verfügt, nicht ohne Genehmigung des Verwaltungsorgans direkt oder indirekt öffentlich verbreitet.

Der Verwalter stellt sicher, dass er Informationen, die er aufgrund seines Amtes innerhalb der Einrichtung besitzt, nicht missbräuchlich verwendet, unabhängig davon, ob er einen persönlichen Vorteil daraus zieht oder ob die Einrichtung dadurch einen Schaden erleidet.

Der Verwalter stellt sicher, dass er weder direkt noch indirekt Informationen verbreitet, von denen er weiß, dass sie falsch oder irreführend sind.

Zu Ziffer 7: Der Verwalter enthält sich jeder öffentlichen Stellungnahme zu den Entscheidungen des Verwaltungsorgans, sofern er nicht von diesem dazu ermächtigt wird.

Zu Ziffer 8: Der Verwalter meldet im Verwaltungsorgan jede Ausgabe, die offensichtlich übermäßig ist oder mit dem Gesellschaftszweck der Einrichtung nicht übereinstimmt.

Zu Ziffer 9: Mit Hilfe der Einrichtung entwickelt der Verwalter seine beruflichen Fähigkeiten weiter, um in einem sich ständig verändernden Umfeld ein hohes Maß an Fachwissen aufrechtzuerhalten.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 29. Februar 2024 zur Ausführung der Dekrete vom 12. Februar 2004 über die öffentlichen Verwalter, die Regierungskommissare und die Revisoren für juristische Personen öffentlichen Rechts beigefügt zu werden

Namur, den 29. Februar 2024.

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident,

E. DI RUPO

Die Ministerin für den öffentlichen Dienst, Datenverarbeitung, administrative Vereinfachung,
beauftragt mit den Bereichen Kindergeld, Tourismus, Erbe und Verkehrssicherheit,

V. DE BUE

Anhang 2.

Inhalt der in Artikel 17 des Dekrets vom 12. Februar 2004 über das Statut des öffentlichen Verwalters erwähnten Charta

Frau, Herr ..., mit Wohnsitz in ..., mit Sitz innerhalb des Verwaltungsorgans von:

1° gewährleistet, dass die Einrichtung das Gesetz, die Dekrete, die für sie/ihn geltenden Verordnungsbestimmungen und die Bestimmungen des Verwaltungsvertrags, sofern vorhanden, beachtet;

2° handelt unter allen Umständen unabhängig;

3° gewährleistet die wirksame Arbeitsweise des Verwaltungsorgans;

4° vermeidet jeden Konflikt zwischen seinen direkten oder indirekten persönlichen Interessen und denen der Organisation;

5° ist loyal und diskret, indem sie/er eine unangemessene Verwendung von Insiderinformationen vermeidet;

6° stellt sicher, dass die öffentlichen Gelder ordnungsgemäß verwaltet werden;

7° entwickelt seine beruflichen Fähigkeiten und hält sie auf dem neuesten Stand.

Zu Ziffer 2: Der Verwalter stellt in diesem Rahmen unter allen Umständen sicher, dass er seine Unabhängigkeit in Bezug auf Analyse, Entscheidung und Handeln bewahrt und jede Form von Druck ablehnt.

Wenn der Verwalter der Ansicht ist, dass die geplante Entscheidung des Verwaltungsorgans der Einrichtung schaden könnte, bringt er seinen Widerstand innerhalb der Einrichtung klar zum Ausdruck und schöpft alle Mittel aus, um die Einrichtung von der Richtigkeit seines Standpunkts zu überzeugen.

Zu diesem Zweck erwägt er, während er davon ausgeht, dass die Kündigung die letzte Konsequenz seines Widerstands sein kann, nacheinander:

- a) die Gründe für seinen Widerstand und die schädigenden Folgen einer etwaigen Entscheidung des Verwaltungsorgans für die Einrichtung darzulegen;
- b) das Verwaltungsorgan erforderlichenfalls aufzufordern, den Rat von Sachverständigen einzuholen;
- c) zu beantragen, dass die Entscheidung, wenn ihre Art dies zulässt, auf eine spätere Sitzung des Verwaltungsorgans verschoben wird, um eine eingehendere Prüfung zu ermöglichen;
- d) zu verlangen, dass sein Standpunkt, den er schriftlich mitgeteilt hat, dem Protokoll des Verwaltungsorgans beigefügt wird;
- e) eine Sondersitzung des Verwaltungsorgans zur Erörterung dieses Punktes zu verlangen.

Im Falle eines Rücktritts informiert der Verwalter den Vorsitzenden des Verwaltungsorgans, den Ministerpräsidenten und den Minister, der für die Einrichtung zuständig ist, über die Gründe für den Rücktritt, wobei er es vermeidet, vertrauliche Informationen zu veröffentlichen.

Zu Ziffer 3: Der Verwalter prüft, ob die Befugnisse und Verantwortlichkeiten des Verwaltungsorgans und des/der für die tägliche Geschäftsführung Verantwortlichen eindeutig festgelegt sind.

Der Verwalter prüft, ob das Verwaltungsorgan die Organisation und die Tätigkeit des/der für die tägliche Geschäftsführung Verantwortlichen wirksam kontrolliert.

Der Verwalter stellt sicher, dass das Verwaltungsorgan in regelmäßigen Abständen zusammentritt und ausreichende und rechtzeitige Informationen erhält, damit die Verwalter rechtsgültig beraten können.

Der Verwalter nimmt regelmäßig an den Sitzungen des Verwaltungsorgans teil.

Zu Ziffer 4: Der Verwalter stellt sicher, dass die Interessen der Einrichtung und aller ihrer Anteilseigner unter allen Umständen Vorrang vor seinen direkten oder indirekten persönlichen Interessen haben.

Der Verwalter informiert das Verwaltungsorgan vollständig und im Voraus über alle Interessenkonflikte, in die er direkt oder indirekt verwickelt sein könnte, und sich der Teilnahme an den Beratungen und der Beschlussfassung über die betreffenden Angelegenheiten zu enthalten.

Zu Ziffer 5: Unbeschadet sonstiger anwendbarer Bestimmungen darf der Verwalter keine Informationen, von denen er im Rahmen seines Amtes Kenntnis erlangt hat, verwenden oder verbreiten, wenn die Verwendung oder Verbreitung dieser Informationen den Interessen der Einrichtung schaden kann.

Der Verwalter stellt sicher, dass er weder direkt noch indirekt Informationen verbreitet, von denen er weiß, dass sie falsch oder irreführend sind.

Zu Ziffer 6: Der Verwalter meldet im Verwaltungsorgan jede Ausgabe, die offensichtlich übermäßig ist oder mit dem Gesellschaftszweck der Einrichtung nicht übereinstimmt.

Zu Ziffer 7: Mit Hilfe der Einrichtung entwickelt der Verwalter seine beruflichen Fähigkeiten weiter, um in einem sich ständig verändernden Umfeld ein hohes Maß an Fachwissen aufrechtzuerhalten.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 29. Februar 2024 zur Ausführung der Dekrete vom 12. Februar 2004 über die öffentlichen Verwalter, die Regierungskommissare und die Revisoren für juristische Personen öffentlichen Rechts beigefügt zu werden

Namur, den 29. Februar 2024.

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident,

E. DI RUPO

Die Ministerin für den öffentlichen Dienst, Datenverarbeitung, administrative Vereinfachung, beauftragt mit den Bereichen Kindergeld, Tourismus, Erbe und Verkehrssicherheit,

V. DE BUE

Anhang 3.

Inhalt der in Artikel 20 des Dekrets vom 12. Februar 2004 über die Regierungskommissare und die Kontrollaufgaben der Revisoren innerhalb der Einrichtungen öffentlichen Interesses erwähnten Charta

Unbeschadet der bestehenden Dekrets- oder Satzungsbestimmungen erfüllt Herr/Frau, der zum Kommissar der Wallonischen Regierung bei am ... ernannt wurde, die folgenden Pflichten:

1° während seiner gesamten Amtszeit die auf ihn anwendbaren Dekretsbestimmungen gewissenhaft befolgen, insbesondere die im Dekret vom 12. Februar 2004 über die Regierungskommissare enthaltenen Bestimmungen über:

- a) die ausreichende Verfügbarkeit für die Ausübung des Mandats gemäß Artikel 4 § 1 Ziffer 1;
- b) das Nichtvorhandensein einer strafrechtlichen Verurteilung, die mit der Ausübung der in Artikel 4 § 1 Ziffer 3 genannten Funktion unvereinbar ist;
- c) das Nichtvorhandensein einer Verbindung zu irgendeiner Organisation, Partei, Vereinigung oder juristischen Person, die die demokratischen Grundsätze, die in verschiedenen nationalen oder internationalen Rechtsnormen festgelegt sind, die in Artikel 4 § 1 Ziffer 4 genannt werden, nicht beachtet;
- d) das Nichtvorhandensein eines funktionellen oder persönlichen Interessenkonflikts gemäß Artikel 4 § 1 Ziffer 5;
- e) die in Artikel 6 § 1 erwähnten Unvereinbarkeiten;

2° sich vergewissern, dass die Einrichtung das allgemeine Interesse, die Rechtmäßigkeit und die Ziele beachtet, die in den für ihn geltenden Dekrets- und Verordnungsbestimmungen oder im Verwaltungsvertrag festgelegt sind, wobei seine Kontrollbefugnis in angemessener Weise angewendet wird;

3° der Einrichtung, bei der er ernannt wurde, gegenüber loyal sein und Integrität, Unparteilichkeit und Würde bei der Ausübung seines Amtes besitzen.

Zu Ziffer 1: Der Kommissar teilt dem Ministerpräsidenten und dem zuständigen Minister unverzüglich schriftlich mit, dass er gegebenenfalls die Voraussetzungen für seine Ernennung nicht mehr erfüllt oder dass eine in dem Dekret genannte Unvereinbarkeit vorliegt. Abgesehen von Unvereinbarkeiten kann das Fehlen oder die verspätete Übermittlung von Informationen zu diesen Themen ein Fehlverhalten darstellen und Gegenstand des Abberufungsverfahrens nach Artikel 7 des Dekrets sein.

Die Berichte, Mitteilungen oder Stellungnahmen, die der Kommissar in Ausführung des Dekrets, insbesondere der Artikel 10 bis 14, abgibt, werden innerhalb angemessener Fristen erstellt, mit den für das Verständnis ihrer technischen Dimension notwendigen Erläuterungen versehen und durch alle Unterlagen oder andere Beweismittel ergänzt.

Er übermittelt in Ausführung von Artikel 13 des Erlasses einen vierteljährlichen Bericht über die Kassenlage der Einrichtung gemäß dem beigefügten Muster.

Zu Ziffer 2: Er handelt im Rahmen der Ausübung seines Auftrags als Hüter der Interessen der Wallonischen Regierung und im weiteren Sinne des öffentlichen Aktionärs, wie in Artikel 20 Absatz 3 Ziffer 2 des Dekrets erwähnt.

Er übt in Bezug auf die Ausübung seines Amtes größte Verschwiegenheit und enthält sich jeglicher öffentlicher Stellungnahmen und der Weitergabe von Insiderinformationen, vertraulichen Informationen oder Informationen, die den Interessen der Einrichtung schaden könnten und die er aufgrund seiner Aufgaben erhalten hat, an andere.

Diese Verpflichtung gilt insbesondere in Bezug auf Informationen und Angaben, die ihm ein Minister oder die Wallonische Regierung mitteilt.

Er entwickelt seine Kompetenzen weiter und informiert den Ministerpräsidenten und den zuständigen Minister am 30. Juni jedes Jahres schriftlich darüber, wie er seine beruflichen Kompetenzen in den Tätigkeitsbereichen der Einrichtung entwickelt und aktualisiert hat, und gibt dabei an, welche Unterstützung und welche Mittel die Einrichtung ihm zur Verfügung gestellt hat.

Zu Ziffer 3: Er steht der Einrichtung zur Verfügung, insbesondere für die regelmäßigen Sitzungen ihrer Verwaltungsorgane, denen er nur aus zwingenden Gründen fernbleiben darf.

Er informiert das Verwaltungsorgan über seinen Vorsitzenden unverzüglich und schriftlich über eine neue Ausrichtung, die die Regierung in Übereinstimmung mit den Aufgaben, der Satzung oder dem Gesellschaftszweck der Einrichtung vornehmen möchte.

Er informiert die Einrichtung nach demselben Verfahren über alle Anweisungen, die er vom zuständigen Minister erhalten hat.

Er ist nicht der Vertreter einer Lobbygruppe und bleibt unabhängig von jeglicher Autorität mit Ausnahme der Wallonischen Regierung.

Er darf weder direkt noch indirekt für sich selbst oder eine andere Person einen unberechtigten Vorteil oder Nutzen gewähren, fordern oder annehmen.

Er darf kein Geschenk, kein Zeichen der Gastfreundschaft oder keinen anderen Vorteil als jene, die üblich und von geringem Wert sind, annehmen.

Für die Wallonische Regierung:

Der Ministerpräsident,

Der Aufsichtsminister,

Der Kommissar der Wallonischen Regierung.

Vorlage für einen vierteljährlichen Bericht

01/01/20xx 31/03/20xx 30/06/20xx 30/09/20xx 31/12/20xx

- - - - -

Geldanlagen und flüssige Mittel (1)

Aktiver Barmittelbestand (1)

Innerhalb eines Jahres fällig werdende Verbindlichkeiten mit einer ursprünglichen Laufzeit von mehr als einem Jahr + Finanzverbindlichkeiten (2)

Passive Barmittel (II)

Netto-Barmittelbestand (I) - (II)

(1) Für die Einrichtungen, die ihren Jahresabschluss gemäß dem durch den Königlichen Erlass vom 8. Oktober 1976 vorgeschriebenen Schema organisiert haben, handelt es sich um die Rubriken "VIII. Kassenanlagen (Konto 50/53)" und "IX. Verfügbare Werte (Konten 54/58)" der Bilanz.

(2) Für die Einrichtungen, die ihren Jahresabschluss gemäß dem durch den Königlichen Erlass vom 30. Januar 2001 vorgeschriebenen Schema organisiert haben, handelt es sich um die Rubriken "IX.A. (Konten 42)" und "IX.B. (Konten 43)" der Passiva.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 29. Februar 2024 zur Ausführung der Dekrete vom 12. Februar 2004 über die öffentlichen Verwalter, die Regierungskommissare und die Revisoren für juristische Personen öffentlichen Rechts beigefügt zu werden.

Namur, den 29. Februar 2024.

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident,

E. DI RUPO

Die Ministerin für den öffentlichen Dienst, Datenverarbeitung, administrative Vereinfachung,
beauftragt mit den Bereichen Kindergeld, Tourismus, Erbe und Verkehrssicherheit,

V. DE BUE

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2024/005116]

29 FEBRUARI 2024. — Besluit van de Waalse Regering tot uitvoering van de decreten van 12 februari 2004 betreffende de overheidsbestuurders, de Regeringscommissarissen en de revisoren voor publiekrechtelijke rechtspersonen

De Waalse Regering,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, zoals gewijzigd, artikel 20;

Gelet op het decreet van 12 februari 2004 betreffende het statuut van de overheidsbestuurder, artikel 9, § 2, artikel 14, artikel 15, § 1, eerste lid, § 5, eerste lid, vervangen bij het decreet van 24 november 2016, en § 6, eerste lid, laatst gewijzigd bij het decreet van 29 maart 2018, artikel 15/6, § 1, leden 1 tot 3, § 3 en § 4, ingevoegd bij het decreet van 29 maart 2018, artikel 16, § 1, tweede lid, en artikel 17, § 1, vierde lid;

Gelet op het decreet van 12 februari 2004 betreffende de Regeringscommissarissen en controleopdrachten van de revisoren binnen instellingen van openbaar nut, artikel 7, artikel 18, artikel 19/1, § 1, eerste lid, § 3, eerste lid, en § 4, ingevoegd bij het decreet van 24 november 2016 en gewijzigd bij decreet van 29 maart 2018, artikel 19/7, eerste lid, ingevoegd bij decreet van 29 maart 2018, artikel 20, tweede lid, en artikel 20bis, § 3, eerste lid, ingevoegd bij het decreet van 30 april 2009;

Gelet op het decreet van 30 april 2009 betreffende de controleopdrachten van de revisoren binnen de instellingen van openbaar nut, de intercommunales en de openbare huisvestingsmaatschappijen alsook de versterking van de transparantie bij de toekenning van overheidsopdrachten van revisoren door een Waalse aanbestedende overheid en tot wijziging van sommige bepalingen van het decreet van 12 februari 2004 betreffende de Regeringscommissaris, het Wetboek van de plaatselijke democratie en decentralisatie en van de Waalse Huisvestingscode, artikel 8;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 3 februari 2005 tot vaststelling van de inhoud van het Handvest van de Regeringscommissaris

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 17 maart 2005 tot uitvoering van het decreet van 12 februari 2004 betreffende het statuut van de overheidsbestuurder;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 9 december 2010 houdende uitvoering van het decreet van 30 april 2009 betreffende de controleopdrachten van de revisoren binnen de instellingen van openbaar nut, de intercommunales en de openbare huisvestingsmaatschappijen alsook de versterking van de transparantie bij de toekenning van overheidsopdrachten van revisoren door een Waalse aanbestedende overheid en tot wijziging van sommige bepalingen van het decreet van 12 februari 2004 betreffende de Regeringscommissaris, het Wetboek van de plaatselijke democratie en decentralisatie en van de Waalse Huisvestingscode;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 19 januari 2017 tot uitvoering van artikel 19/1 van het decreet van 12 februari 2004 betreffende de Regeringscommissarissen en de controleopdrachten van de revisoren binnen de instellingen van openbaar nut;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 24 mei 2018 genomen ter uitvoering van de artikelen 2, 18°, 15, § 1, en 15/6, § 1, derde lid, van het decreet van 12 februari 2004 betreffende het statuut van de overheidsbestuurder en tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 17 maart 2005 tot uitvoering van het decreet van 12 februari 2004 betreffende het statuut van de overheidsbestuurder;

Gelet op het rapport van 17 juli 2023, opgemaakt overeenkomstig artikel 4, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op het advies van de Inspecteur van financiën, gegeven op 29 juni 2023;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 20 juli 2023;

Gelet op het advies nr. 65/2023 van de Gegevensbeschermingsautoriteit, gegeven op 24 maart 2023;

Gelet op advies 74.711/4 van de Raad van State, gegeven op 20 november 2023, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister President en de Minister van Ambtenarenzaken,

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK 1. — Algemene bepalingen

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder:

- 1° de Administratie: de Waalse Overheidsdienst Secretariaat-generaal;
- 2° het kadaster van de overheidsopdrachten: het kadaster zoals bedoeld in artikel 8 van het decreet van 30 april 2009 betreffende de controleopdrachten van de revisoren binnen de instellingen van openbaar nut, de intercommunales en de openbare huisvestingsmaatschappijen alsook de versterking van de transparantie bij de toekenning van overheidsopdrachten van revisoren door een Waalse aanbestedende overheid en tot wijziging van sommige bepalingen van het decreet van 12 februari 2004 betreffende de Regeringscommissaris, het Wetboek van de plaatselijke democratie en decentralisatie en van de Waalse Huisvestingscode;

- 3° de institutionele informatieverstrekker: de beheerder of zijn afgevaardigde zoals bedoeld in artikel 15/6, § 1, van het decreet van 12 februari 2004 betreffende het statuut van de overheidsbestuurder;
- 4° de Minister: de Minister belast met de aangelegenheid onder wie de instelling ressorteert;
- 5° het informaticahulpmiddel: het informaticahulpmiddel beheerd door het Waals Gewest en aangeduid door de Administratie;
- 6° het Waalse register van de instellingen: het register van de instellingen zoals bedoeld in artikel 15/6, § 1, van het decreet van 12 februari 2004 betreffende het statuut van de overheidsbestuurder.

Art. 2. De Administratie is verantwoordelijk voor de verwerking van de persoonsgegevens behandeld overeenkomstig dit besluit.

De persoonsgegevens die overeenkomstig dit besluit worden verzameld:

- 1° worden door het Waals Gewest uitsluitend gebruikt in het kader van de toepassing van dit besluit en de decreten die het uitvoert;
- 2° worden niet doorgegeven aan derden onverminderd de artikelen 9, 14 en 18 en het decreet van 30 maart 1995 betreffende de openbaarheid van bestuur;
- 3° worden voor een periode van maximaal twaalf jaar bewaard:
 - a) wat betreft gegevens die worden verwerkt overeenkomstig de artikelen 6 en 7 en hoofdstuk 4, vanaf het einde van het mandaat of de functie van de betrokken personen binnen de instelling;
 - a) wat betreft gegevens die worden verwerkt overeenkomstig artikel 9 en hoofdstuk 5, vanaf het einde van de uitvoering van de betrokken overheidsopdracht;
 - c) wat betreft andere gegevens dan die bedoeld onder a) en b), vanaf de datum van verzameling ervan;
- 4° worden verwerkt met het oog op:
 - a) het opstellen van het register bedoeld in artikel 15/6, § 1, van het decreet van 12 februari 2004 betreffende het statuut van de overheidsbestuurder, dat het mogelijk maakt de instellingen en hun participaties, hun organen, hun leden te identificeren en om deel te nemen aan de controle op de naleving van de regels betreffende de omkadering van de bezoldigingen verkregen door overheidsbestuurders, beheerders en Regeringscommissarissen;
 - b) transparantie te waarborgen:
 - (1) met betrekking tot de interne organen van de instellingen of hun participaties, en tot de openbare mandaten die binnen de instellingen worden uitgeoefend, door middel van de publicatie bedoeld in artikel 15/6, § 1, derde lid, van het decreet van 12 februari 2004 betreffende het statuut van de overheidsbestuurder;
 - (2) met betrekking tot de revisoren, en door middel van de publicatie bedoeld in artikel 20bis van het decreet van 12 februari 2004 betreffende de Regeringscommissarissen en de controleopdrachten van de revisoren binnen de instellingen van openbaar nut;
 - (3) met betrekking tot de overheidsopdrachten van revisoren en, door middel van de publicatie van het kadaster bedoeld in artikel 8 van het decreet van 30 april 2009 betreffende de controleopdrachten van de revisoren binnen de instellingen van openbaar nut, de intercommunales en de openbare huisvestingsmaatschappijen alsook de versterking van de transparantie bij de toekenning van overheidsopdrachten van revisoren door een Waalse aanbestedende overheid en tot wijziging van sommige bepalingen van het decreet van 12 februari 2004 betreffende de Regeringscommissaris, het Wetboek van de plaatselijke democratie en decentralisatie en van de Waalse Huisvestingscode;
 - c) de parlementaire controle te verzekeren door middel van toegang tot de bezoldigingsverslagen bedoeld in artikel 15, § 1, van het decreet van 12 februari 2004 betreffende het statuut van de overheidsbestuurder en in artikel 19/1, § 1, van het decreet van 12 februari 2004 betreffende de Regeringscommissarissen en de controleopdrachten van de revisoren binnen de instellingen van openbaar nut.

De Administratie maakt de informatie met betrekking tot de rechten van personen met betrekking tot de bescherming van hun persoonsgegevens toegankelijk via elk informaticahulpmiddel bedoeld in dit besluit en waarvan het gebruik leidt tot het verzamelen van persoonsgegevens, alsook via het Waalse register van de instellingen.

HOOFDSTUK 2. — *Handvesten en procedure tot afzetting van een overheidsbestuurder of een Regeringscommissaris*

Art. 3. § 1. De inhoud van het handvest bedoeld in artikel 16 van het decreet van 12 februari 2004 betreffende het statuut van de overheidsbestuurder, gaat in bijlage 1 bij dit besluit.

De inhoud van het handvest bedoeld in artikel 17 van het decreet van 12 februari 2004 betreffende het statuut van de overheidsbestuurder, gaat in bijlage 2 bij dit besluit.

§ 2. De inhoud van het handvest bedoeld in artikel 20 van het decreet van 12 februari 2004 betreffende de Regeringscommissarissen en de controleopdrachten van de revisoren binnen de instellingen van openbaar nut, gaat in bijlage 3 bij dit besluit.

Art. 4. § 1. Overeenkomstig de afzettingsvoorwaarden bedoeld in artikel 9 van het decreet van 12 februari 2004 betreffende het statuut van de overheidsbestuurder en in artikel 7 van het decreet van 12 februari 2004 betreffende de Regeringscommissaris en de controleopdrachten van de revisoren binnen de instellingen van openbaar nut, roept en hoort de Minister-President, de Minister of hun afgevaardigde de persoon wiens afzetting wordt overwogen.

§ 2. De oproeping, verzonden per aangetekende post met ontvangstbevestiging, bevat de datum en plaats van de hoorzitting en een gedetailleerde uitleg van de aangeklaagde feiten.

De hoorzitting vindt ten vroegste plaats zeven dagen na ontvangst van de oproeping.

§ 3. De afgevaardigde van de Minister-President of van de Minister stelt een proces-verbaal van de hoorzitting op.

Het proces-verbaal wordt naar de verhoorde persoon gestuurd op het e-mailadres dat deze heeft vermeld of, bij gebreke daarvan, per aangetekende brief met ontvangstbevestiging.

De verhoorde persoon geeft eventuele opmerkingen over het proces-verbaal door, zonder de inhoud ervan te wijzigen, overeenkomstig de modaliteiten van de kennisgeving bedoeld in het tweede lid.

Het proces-verbaal en de opmerkingen worden bij het afzettingsdossier gevoegd dat ter beslissing aan de Regering wordt voorgelegd.

HOOFDSTUK 3. — Mededelingen

Art. 5. Mededelingen in verband met artikel 14 van het decreet van 12 februari 2004 betreffende het statuut van de overheidsbestuurder worden meegedeeld via het informaticahulpmiddel.

Art. 6. § 1. Uiterlijk 1 september van elk jaar stuurt de voorzitter van het beheersorgaan het activiteiten- of beheersverslag van de instelling via het Waalse register van de instellingen, mits authenticatie.

De Administratie stelt het model van bezoldigingsverslag, opgenomen in het activiteitenverslag of in het beheersverslag, goedgekeurd door de Regering, ter beschikking van de voorzitter van het beheersorgaan in het Waalse register van de instellingen.

§ 2. Het verzenden van het verslag bedoeld in paragraaf 1, eerste lid, geldt als mededeling aan de Regering en aan de toezichhoudende Minister in de zin van artikel 15, §§ 1 en 6, van het decreet van 12 februari 2004 betreffende het statuut van de overheidsbestuurder en in de zin van artikel 19/1, §§ 1 en 4, van het decreet van 12 februari 2004 betreffende de Regeringscommissarissen en de controleopdrachten van de revisoren binnen de instellingen van openbaar nut.

§ 3. De Administratie stelt de bezoldigingsverslagen ter beschikking van het Parlement in het Waals register van de instellingen. Deze terbeschikkingstelling geldt als mededeling aan het Parlement in de zin van artikel 15, § 5, van het decreet van 12 februari 2004 betreffende het statuut van de overheidsbestuurder en in de zin van artikel 19/1, § 3, van het decreet van 12 februari 2004 betreffende de Regeringscommissaris en de controleopdrachten van de revisoren binnen de instellingen van openbaar nut.

§ 4. Als de Administratie of de Regering uit authentieke openbare bronnen gegevens of documenten kan verkrijgen die in het bezoldigingsverslag moeten worden aangegeven, worden deze gegevens en documenten vooraf ingevoerd voor de voorzitter van het beheersorgaan in het Waals register van de instellingen.

Onder voorbehoud van eventuele aanpassingen door de voorzitter van het beheersorgaan, geldt de validatie van de door hem vooraf ingevoerde gegevens en documenten als verklaring ervan.

§ 5. Een ontvangstbewijs van de verzending wordt per e-mail aan de voorzitter van het beheersorgaan meegedeeld.

Art. 7. Overeenkomstig artikel 15/6, § 1, vierde lid, van het decreet van 12 februari 2004 betreffende het statuut van de overheidsbestuurder, gebruikt de beheerder van de instelling het Waalse register van de instellingen om elke overdracht van zijn functie als institutionele informatieverstrekker aan te melden. De kennisgeving bevat:

- 1° de naam en voornaam van de gemachtigde persoon;
- 2° de bevoegdheid van de gemachtigde persoon binnen de instelling;
- 3° het telefoonnummer van de gemachtigde persoon;
- 4° het e-mailadres van de gemachtigde persoon.

Art. 8. § 1. Op voorstel van de Minister kan de Minister-President:

- 1° aan elke institutionele informatieverstrekker het bewijs vragen van de naleving van artikel 15/6, § 3, van het decreet van 12 februari 2004 betreffende het statuut van de overheidsbestuurder;
- 2° aan elke institutionele informatieverstrekker de herinnering sturen bedoeld in artikel 15/6, § 4, van het decreet van 12 februari 2004 betreffende het statuut van de overheidsbestuurder, door gebruik te maken van het e-mailadres dat bij de laatste institutionele verklaring is vermeld.

§ 2. De in paragraaf 1 bedoelde mededelingen worden gedaan met behulp van het informaticahulpmiddel.

Art. 9. Overeenkomstig artikel 20bis van het decreet van 12 februari 2004 betreffende de Regeringscommissaris en de controleopdrachten van de revisoren binnen de instellingen van openbaar nut, sturen deze instellingen aan de Administratie binnen een maand na afloop van elk boekjaar via het informaticahulpmiddel het transparantierapport van de gekozen inschrijver die in aanmerking komt voor een opdracht inzake de controle op de rekeningen.

De Administratie duidt de website van het Waals Gewest aan die gebruikt wordt voor de publicatie van de rapporten bedoeld in het eerste lid.

HOOFDSTUK 4. — Institutionele verklaringen en Waals register van de instellingen

Afdeling 1 — Institutionele verklaring

Art. 10. De door de institutionele informatieverstrekker te verstrekken gegevens, onverminderd die bedoeld in artikel 15/6, § 2, van het decreet van 12 februari 2004 betreffende het statuut van de overheidsbestuurder, zijn de volgende:

- 1° informatie met betrekking tot de instelling die het voorwerp uitmaakt van de verklaring:
 - a) de benaming;
 - b) het ondernemingsnummer bij de Kruispuntbank van Ondernemingen;
 - c) het postadres;
 - d) de rechtsvorm;
 - e) in voorkomend geval, het aantal rechtspersonen die binnen de instelling verenigd zijn;
 - f) in voorkomend geval, het totale kapitaal;
- 2° informatie met betrekking tot de institutionele informatieverstrekker;
 - a) naam en voornaam;
 - b) een telefoonnummer en een e-mailadres;
 - c) de vermelding van de hoedanigheid als beheerder of als afgevaardigde;
- 3° informatie met betrekking tot elke beheerder binnen de instelling:
 - a) naam en voornaam;
 - b) in voorkomend geval, lidmaatschap van een orgaan van de instelling belast met het dagelijks beheer ervan;
 - c) de datum van indiensttreding;
 - d) in voorkomend geval, de datum van beëindiging van de hoedanigheid;

- e) het al dan niet karakter van de hoedanigheid;
- 4° informatie met betrekking tot elke mandataris binnen elk intern orgaan van de instelling:
 - a) de naam en voornaam van de mandataris;
 - b) het opschrift van het uitgeoefende mandaat;
 - c) het betrokken orgaan binnen de instelling;
 - d) de begindatum van het mandaat;
 - e) in voorkomend geval, de einddatum van het mandaat;
 - f) het al dan niet karakter van het mandaat;
- 5° in voorkomend geval, informatie met betrekking tot rechtspersonen die binnen de instelling verenigd zijn;
 - a) de benaming;
 - b) het ondernemingsnummer bij de Kruispuntbank van Ondernemingen;
- 6° in voorkomend geval, informatie met betrekking tot elke rechtspersoon waarin de instelling of een dochteronderneming ervan participaties heeft:
 - a) de benaming;
 - b) het ondernemingsnummer bij de Kruispuntbank van Ondernemingen;
 - c) het postadres;
 - d) de rechtsvorm;
 - e) in voorkomend geval, het aantal rechtspersonen die binnen deze rechtspersoon verenigd zijn;
 - f) in voorkomend geval, het totale kapitaal;
 - g) het aantal personen in het beheersorgaan die oorspronkelijk afkomstig zijn uit de instelling;
 - h) de naam, de voornaam en het rijksregisternummer van elke onder g) bedoelde persoon;
 - i) de datum van indiensttreding van elke onder g) bedoelde persoon;
 - j) in voorkomend geval, de datum waarop de hoedanigheid van elke onder g) bedoelde persoon is beëindigd;
 - k) het al dan niet bezoldigde karakter van de door elke onder g) bedoelde persoon uitgeoefende hoedanigheid

Voor de toepassing van het eerste lid maakt de institutionele informatieverstrekker geen melding van de binnen de instellingen aangewezen Regeringscommissarissen.

Voor de toepassing van het eerste lid, 4°, d), is de begindatum van het mandaat ten vroegste:

- 1° voor de overheidsbestuurders, de datum van ondertekening van het handvest bedoeld in artikel 16 van het decreet van 12 februari 2004 betreffende het statuut van de overheidsbestuurder;
- 2° voor de personen bedoeld in artikel 17 van het decreet van 12 februari 2004 betreffende het statuut van de overheidsbestuurder, de datum van ondertekening van het handvest bedoeld in artikel 17 van het decreet van 12 februari 2004 betreffende het statuut van de overheidsbestuurder

Art. 11. § 1. De institutionele informatieverstrekker geeft de informatie bedoeld in artikel 10 door via het Waals register van de instellingen, mits authenticatie.

§ 2. Als de Administratie of de Regering uit authentieke openbare bronnen gegevens of documenten kan verkrijgen die moeten worden aangegeven, worden deze gegevens en documenten vooraf ingevoerd voor de institutionele informatieverstrekker in het Waals register van de instellingen.

Onder voorbehoud van eventuele aanpassingen door de institutionele informatieverstrekker, geldt de validatie van de door hem vooraf ingevoerde gegevens en documenten als verklaring ervan.

§ 3. Een ontvangstbevestiging van de verzending wordt per e-mail aan de institutionele informatieverstrekker meegedeeld.

Afdeling 2 — Waals register van de instellingen

Art. 12. De Administratie stelt het Waals register van de instellingen op in geïnformatiseerde vorm.

Het Waalse register van de instellingen wordt voortdurend bijgewerkt door het invoeren van gegevens door institutionele informatievertrekkers overeenkomstig artikel 11.

Art. 13. Overeenkomstig artikel 19/7 van het decreet van 12 februari 2004 betreffende de Regeringscommissarissen en de controleopdrachten van bedrijfsrevisoren bij instellingen van openbaar nut, voert de Administratie de volgende gegevens voor elke Regeringscommissaris onverwijld in het Waalse register van de instellingen in:

- 1° de betrokken instelling;
- 2° de naam en voornaam van de Regeringscommissaris;
- 3° het rijksregisternummer van de Regeringscommissaris;
- 4° de datum van de aanwijzing van de Regeringscommissaris;
- 5° de datum van ondertekening van het handvest bedoeld in artikel 20 van het decreet van 12 februari 2004 betreffende de Regeringscommissarissen en de controleopdrachten van de revisoren binnen de instellingen van openbaar nut;
- 6° de datum van beëindiging van de hoedanigheid van de Regeringscommissaris;

Art. 14. De Administratie maakt het Waals register van de instellingen bekend in geïnformatiseerde vorm.

De volgende gegevens worden bekendgemaakt:

- 1° de verstrekte informatie overeenkomstig artikel 11;
- 2° de ingevoerde informatie overeenkomstig artikel 13;

3° de informatie bedoeld in artikel 15/6, § 2, eerste lid, van het decreet van 12 februari 2004 betreffende het statuut van de overheidsbestuurder

In afwijking van het eerste lid wordt de volgende informatie niet bekendgemaakt:

- 1° de informatie bedoeld in artikel 10, eerste lid, 2°
- 2° rijksregisternummers;
- 3° postadressen die betrekking hebben op natuurlijke personen;
- 4° telefoonnummers;
- 5° e-mailadressen.

De gegevens worden doorlopend gepubliceerd, overeenkomstig de bijwerking bedoeld in artikel 12, tweede lid.

Art. 15. Iedereen kan gratis en zonder voorafgaande authenticatie:

- 1° gerichte opzoekingen uitvoeren in het Waalse register van de instellingen, minstens op naam van de instellingen of op naam van de personen;
- 2° alle in het Waalse register van de instellingen bekendgemaakte informatie betreffende het resultaat van een opzoeking bedoeld onder 1° bekijken en afdrukken.

Art. 16. § 1. Elke persoon die een onregelmatigheid in de publicatie van het Waalse register van de instellingen wil melden, gebruikt het Waalse register van de instellingen mits authenticatie door middel van een elektronische identiteitskaart.

§ 2. De Administratie brengt de institutionele informatieverstrekker van de betrokken instelling, per e-mail op het adres bedoeld in artikel 10, eerste lid, 2°, b), op de hoogte van elke haar ter kennis gebrachte onregelmatigheid met betrekking tot de inhoud van de in artikel 14 bedoelde publicatie.

In het kader van de continue stroom bedoeld in artikel 15/6, § 2, van het decreet van 12 februari 2004 betreffende het statuut van de overheidsbestuurder, zet de institutionele informatieverstrekker elke vastgestelde anomalie met betrekking tot zijn instelling recht.

§ 3. De Administratie zet op eigen initiatief zuiver materiële fouten recht waarvan zij op de hoogte is met betrekking tot de inhoud van de publicatie bedoeld in artikel 14.

De Administratie brengt elke rechtzetting bedoeld in het eerste lid, per e-mail, op het adres bedoeld in artikel 10, eerste lid, 2°, b), ter kennis van de institutionele informatieverstrekker van de betrokken instelling.

De rechtzetting wordt geacht te zijn aanvaard door de institutionele informatieverstrekker als hij deze niet ongedig maakt binnen dertig dagen na ontvangst van de e-mail.

HOOFDSTUK 5. — *Aangiften en kadaster van de overheidsopdrachten*

Art. 17. Uiterlijk op 15 juli van elk jaar verstrekken de instellingen bedoeld in artikel 3 van het besluit van 12 februari 2004 betreffende de Regeringscommissarissen en de controleopdrachten van bedrijfsrevisoren bij instellingen van openbaar nut, via het informaticahulpmiddel, wat volgt:

- 1° informatie met betrekking tot de natuurlijke persoon die overeenkomstig dit artikel informatie invoert:
 - a) het rijksregisternummer;
 - b) de naam en voornaam;
 - c) de hoedanigheid in de instelling;
 - d) het telefoonnummer;
 - e) het e-mailadres;
- 2° informatie over de overheidsopdrachten van de instelling waarop het kadaster van de overheidsopdrachten betrekking heeft:
 - a) de naam van de huidige dienstverleners, namelijk de naam van de vennootschap en de naam van de revisoren, natuurlijke personen, die betrokken zijn bij de uitvoering van de opdracht;
 - b) het voorwerp van de opdracht zoals bedoeld in het bijzondere bestek;
 - c) de begin- en einddatum van de uitvoering van het lopende contract;
 - d) de datum van de beslissing tot toewijzing van de opdracht;
 - e) het eventuele bestaan van een verlengingsclausule voor de huidige contracten;
 - f) de geplande datum voor een nieuwe aanwijzing;
 - g) de gebruikte procedure van overheidsopdracht om de huidige dienstverleners aan te wijzen;
 - h) het totale bedrag van de opdracht(en);
- 3° in voorkomend geval, informatie waaruit blijkt dat hun overheidsopdrachten niet onder het toepassingsgebied van het kadaster van de overheidsopdrachten vallen.

De Administratie bevestigt de ontvangst van de in het eerste lid bedoelde informatie per e-mail.

Art. 18. § 1. De Administratie stelt het kadaster van de overheidsopdrachten op in geïnformatiseerde vorm.

§ 2. Het bekendgemaakte kadaster van de overheidsopdrachten bevat de informatie bedoeld in artikel 17, eerste lid, 2°.

De aanbestedende diensten staan in alfabetische volgorde.

§ 3. De Administratie duidt de website van het Waals Gewest aan die gebruikt wordt voor de publicatie van het kadaster van de overheidsopdrachten.

§ 4. De Administratie stelt het rapport betreffende het kadaster van de overheidsopdrachten ter beschikking van het Parlement via het informaticahulpmiddel.

Deze terbeschikkingstelling geldt als overdracht van het rapport in de zin van artikel 8, § 2, van het decreet van 30 april 2009 betreffende de controleopdrachten van de revisoren binnen de instellingen van openbaar nut, de intercommunales en de openbare huisvestingsmaatschappijen alsook de versterking van de transparantie bij de

toekenning van overheidsopdrachten van revisoren door een Waalse aanbestedende overheid en tot wijziging van sommige bepalingen van het decreet van 12 februari 2004 betreffende de Regeringscommissaris, het Wetboek van de Plaatselijke democratie en Decentralisatie en van de Waalse Huisvestingscode.

HOOFDSTUK 6. — *Opheffings- en slotbepalingen.*

Art. 19. Opgeheven worden:

- 1° het besluit van de Waalse Regering van 3 februari 2005 tot vaststelling van de inhoud van het Handvest van de Regeringscommissaris;
- 2° het besluit van de Waalse Regering van 17 maart 2005 tot uitvoering van het decreet van 12 februari 2004 betreffende het statuut van de overheidsbestuurder;
- 3° het besluit van de Waalse Regering van 9 december 2010 houdende uitvoering van het decreet van 30 april 2009 betreffende de controleopdrachten van de revisoren binnen de instellingen van openbaar nut, de intercommunales en de openbare huisvestingsmaatschappijen alsook de versterking van de transparantie bij de toekenning van overheidsopdrachten van revisoren door een Waalse aanbestedende overheid en tot wijziging van sommige bepalingen van het decreet van 12 februari 2004 betreffende de Regeringscommissaris, het Wetboek van de Plaatselijke democratie en Decentralisatie en van de Waalse Huisvestingscode, wat betreft de instellingen bedoeld in artikel 3 van het decreet van 12 februari 2004 betreffende de Regeringscommissarissen en de controleopdrachten van de revisoren binnen de instellingen van openbaar nut;
- 4° het besluit van de Waalse Regering van 19 januari 2017 tot uitvoering van artikel 19/1 van het decreet van 12 februari 2004 betreffende de Regeringscommissarissen en de controleopdrachten van de revisoren binnen de instellingen van openbaar nut;
- 5° artikel 6 van het besluit van de Waalse Regering van 24 mei 2018 genomen ter uitvoering van de artikelen 2, 18°, 15, § 1, en 15/6, § 1, derde lid, van het decreet van 12 februari 2004 betreffende het statuut van de overheidsbestuurder en tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 17 maart 2005 tot uitvoering van het decreet van 12 februari 2004 betreffende het statuut van de overheidsbestuurder.

Art. 20. Treden in werking op 31 december 2025:

- 1° artikel 5, tweede lid;
- 2° artikel 6, § 3;
- 3° artikel 8, § 2;
- 4° artikel 9, tweede lid;
- 5° artikel 14;
- 6° artikel 15;
- 7° artikel 16;
- 8° artikel 17;
- 9° artikel 18;
- 10° artikel 19, 3°.

Art. 21. De Minister-President en de Minister bevoegd voor de betrokken instelling zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 29 februari 2024.

Voor de Regering:

De Minister-President,
E. DI RUPO

De Minister van Ambtenarenzaken, Informatica, Administratieve Vereenvoudiging,
belast met Kinderbijslag, Toerisme, Erfgoed en Verkeersveiligheid,
V. DE BUE

Bijlage 1.

Inhoud van het handvest bedoeld in artikel 16 van het decreet van 12 februari 2004 betreffende het statuut van de overheidsbestuurder

Mevrouw, De heer ..., woonachtig te ..., overheidsbestuurder in de zin van het decreet van 12 februari 2004 betreffende het statuut van de overheidsbestuurder, verbindt zich ertoe:

- 1° erop toe te zien dat de instelling voldoet aan de wet, de decreten, de toepasselijke reglementaire bepalingen en de voorschriften van het beheerscontract indien er één is;
- 2° de bepalingen van het decreet van 12 februari 2004 betreffende het statuut van de overheidsbestuurder na te leven;
- 3° erop toe te zien dat de openbare belangen en doelstellingen van de instelling en van het Waalse Gewest in acht genomen worden, waarbij zijn zelfstandigheid inzake analyse, besluitvorming en actie behouden en elke vorm van onderdrukzetting verworpen wordt;
- 4° toe te zien op de vlotte werking van het bestuursorgaan;
- 5° elk conflict te voorkomen tussen zijn rechtstreekse of onrechtstreekse persoonlijke belangen en die van de instelling
- 6° een ongepast gebruik van exclusieve gegevens te voorkomen;
- 7° loyaal en discreet te zijn;
- 8° te zorgen voor een goed beheer van de openbare gelden;
- 9° zijn beroepsvaardigheden te ontwikkelen en aan te passen.

Met betrekking tot 2°, geeft de bestuurder de Minister-President en de toezichthoudende Minister zo spoedig mogelijk schriftelijk kennis van het feit dat hij in voorkomend geval niet meer voldoet aan de voorafgaandelijke benoemingsvoorwaarden of dat hij verkeert in een geval van onverenigbaarheid bedoeld bij de decreten.

Met betrekking tot 3° verbindt de bestuurder zich ertoe, als hij denkt dat de vooropgestelde beslissing van het beheersorgaan de instelling schade zou kunnen berokkenen, zijn verzet binnen het orgaan duidelijk te uiten en alle mogelijke middelen te gebruiken om het te overtuigen van de juistheid van zijn standpunt.

Daartoe en rekening houdende met het feit dat zijn verzet een ontslag tot ultiem gevolg kan hebben, zal hij overwegen om achtereenvolgens:

- a) de redenen van zijn verzet en de schadelijke gevolgen voor de instelling van de eventuele beslissing van het beheersorgaan uit te leggen;
- b) het beheersorgaan te verzoeken desnoods het advies van deskundigen in te winnen;
- c) te vragen dat de beslissing, indien de aard ervan het toelaat, tot de volgende vergadering van het beheersorgaan uitgesteld wordt om nader onderzoek mogelijk te maken;
- d) te vragen dat zijn standpunt, waarvan hij schriftelijk kennis zal geven, bij de notulen van het beheersorgaan gevoegd wordt;
- e) een buitengewone vergadering van het beheersorgaan aan te vragen om dit punt te bespreken.

Bij ontslag geeft de bestuurder de overige bestuurders, de revisor, de Regeringscommissaris, de Minister-President en de toezichthoudende Minister van de instelling kennis van de redenen van zijn ontslag en vermijdt hij daarbij vertrouwelijke informatie bekend te maken. Met betrekking tot 4° verbindt de bestuurder zich ertoe na te gaan of de bevoegdheden en verantwoordelijkheden van het beheersorgaan en de verantwoordelijke(n) voor het dagelijks beheer duidelijk vastliggen.

De bestuurder verbindt zich ertoe na te gaan of het beheersorgaan de instelling en de activiteit van de verantwoordelijke(n) voor het dagelijks beheer daadwerkelijk controleert. Hij zal er nauwgezet op letten dat:

- a) geen enkele persoon binnen de instelling een discretionaire bevoegdheid zonder controle kan uitoefenen;
- b) het beheersorgaan bij oprichting van een auditcomité binnen zijn midden erop toeziet dat het samengesteld wordt uit een meerderheid van niet-uitvoerende bestuurders, in relatie met de revisoren van de instelling, en dat bedoeld comité regelmatig verslag uitbrengt aan het beheersorgaan;
- c) het eventuele interne controleorgaan van de instelling effectief werkt en regelmatig door de revisoren gecontroleerd wordt;
- d) de verantwoordelijke(n) voor het dagelijks beheer voluit en zonder terughoudendheid meewerkt (meewerken) aan de controledoelstelling van het beheersorgaan.

De bestuurder verbindt zich ertoe ervoor te zorgen dat het beheersorgaan regelmatig vergadert en te gelegener tijd voldoende informatie krijgt zodat de bestuurders op geldige wijze kunnen beraadslagen.

De bestuurder verbindt zich ertoe de vergaderingen van het beheersorgaan regelmatig bij te wonen.

Met betrekking tot 5° verbindt de bestuurder zich ertoe in alle omstandigheden de belangen van de instelling en de aandeelhouders boven zijn rechtstreekse of onrechtstreekse persoonlijke belangen te plaatsen.

De bestuurder verbindt zich ertoe het beheersorgaan van tevoren en voluit op de hoogte te brengen van elk belangenconflict waarbij hij rechtstreeks of onrechtstreeks betrokken zou kunnen zijn en af te zien van deelname aan de debatten en aan de besluitvorming betreffende bedoelde materies.

Met betrekking tot 6°, verbindt de bestuurder zich ertoe geen informatie bekend te maken die hij bezit omwille van zijn functie binnen de instelling, onverminderd de decretale en reglementaire bepalingen.

De bestuurder verbindt zich ertoe geen ongepast gebruik te maken van de informatie die hij bezit omwille van zijn functie binnen de instelling, ongeacht of hij er al dan niet een persoonlijk voordeel uithaalt of dat de instelling al dan niet benadeeld wordt.

De bestuurder verbindt zich ertoe geen rechtstreekse of onrechtstreekse informatie te verstrekken waarvan hij weet dat ze vals of misleidend is.

Met betrekking tot 7° zal de bestuurder afzien van elke openbare stellingname ten opzichte van de beslissingen van het beheersorgaan, behalve indien het orgaan daartoe toestemming geeft.

Met betrekking tot 8° zal de bestuurder er voor zorgen dat elke duidelijk buitensporige uitgave of uitgave die niet klopt met het maatschappelijk doel van de instelling aan de kaak wordt gesteld.

Met betrekking tot 9°, verbindt de bestuurder zich ertoe zijn beroepsvaardigheden met de hulp van de instelling te ontwikkelen teneinde een hoog expertiseniveau in stand te houden in een voortdurend evoluerende omgeving.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 29 februari 2024 tot uitvoering van de decreten van 12 februari 2004 betreffende de overheidsbestuurders, de Regeringscommissarissen en de revisoren voor publiekrechtelijke rechtspersonen.

Namen, 29 februari 2024.

Voor de Regering:

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Minister van Ambtenarenzaken, Informatica, Administratieve Vereenvoudiging, belast
met Kinderbijslag, Toerisme, Erfgoed en Verkeersveiligheid,

V. DE BUE

Bijlage 2.

Inhoud van het Handvest bedoeld in artikel 17 van het decreet van 12 februari 2004 betreffende het statuut van de overheidsbestuurder

Mevrouw, de heer ..., woonachtig te ..., persoon die zitting heeft in het beheersorgaan van ..., verbindt zich ertoe:

- 1° erop toe te zien dat de instelling voldoet aan de wet, de decreten, de op haar toepasselijke reglementaire bepalingen en de voorschriften van het beheerscontract indien er één is;
- 2° in alle omstandigheden zelfstandig te handelen;
- 3° toe te zien op de vlotte werking van het bestuursorgaan;
- 4° elk conflict te voorkomen tussen zijn rechtstreekse of onrechtstreekse persoonlijke belangen en die van de instelling;
- 5° loyaal en discreet te zijn en een ongepast gebruik van exclusieve gegevens te vermijden;
- 6° te zorgen voor een goed beheer van de openbare gelden;
- 7° zijn beroepsvaardigheden te ontwikkelen en aan te passen.

Met betrekking tot 2° verbindt de bestuurder zich ertoe zijn zelfstandigheid inzake analyse, besluitvorming en actie in alle omstandigheden te behouden en elke vorm van onderdrukzetting te verwerpen.

De bestuurder verbindt zich ertoe, als hij denkt dat de vooropgestelde beslissing van het beheersorgaan de instelling schade zou kunnen berokkenen, zijn verzet binnen het orgaan duidelijk te uiten en alle mogelijke middelen te gebruiken om het te overtuigen van de juistheid van zijn standpunt.

Daartoe en rekening houdende met het feit dat zijn verzet een ontslag tot uitiem gevolg kan hebben, zal hij overwegen om achtereenvolgens:

- a) de redenen van zijn verzet en de schadelijke gevolgen voor de instelling van de eventuele beslissing van het beheersorgaan uit te leggen;
- b) het beheersorgaan te verzoeken desnoods het advies van deskundigen in te winnen;
- c) te vragen dat de beslissing, indien de aard ervan het toelaat, tot de volgende vergadering van het beheersorgaan uitgesteld wordt om nader onderzoek mogelijk te maken;
- d) te vragen dat zijn standpunt, waarvan hij schriftelijk kennis zal geven, bij de notulen van het beheersorgaan gevoegd wordt;
- e) een buitengewone vergadering van het beheersorgaan aan te vragen om dit punt te bespreken.

Bij ontslag geeft de bestuurder de voorzitter van het beheersorgaan, de Minister-President en de toezichthoudende Minister van de instelling kennis van de redenen van zijn ontslag en vermijdt hij daarbij vertrouwelijke informatie bekend te maken.

Met betrekking tot 3° verbindt de bestuurder zich ertoe na te gaan of de bevoegdheden en verantwoordelijkheden van het beheersorgaan en de verantwoordelijke(n) voor het dagelijks beheer duidelijk vastliggen.

De bestuurder verbindt zich ertoe na te gaan of het beheersorgaan de instelling en de activiteit van de verantwoordelijke(n) voor het dagelijks beheer daadwerkelijk controleert.

De bestuurder verbindt zich ertoe ervoor te zorgen dat het beheersorgaan regelmatig vergadert en te gelegener tijd voldoende informatie krijgt zodat de bestuurders op geldige wijze kunnen beraadslagen.

De bestuurder verbindt zich ertoe de vergaderingen van het beheersorgaan regelmatig bij te wonen.

Met betrekking tot 4° verbindt de bestuurder zich ertoe in alle omstandigheden de belangen van de instelling en de aandeelhouders boven zijn rechtstreekse of onrechtstreekse persoonlijke belangen te plaatsen.

De bestuurder verbindt zich ertoe het beheersorgaan van tevoren en voluit op de hoogte te brengen van elk belangenconflict waarbij hij rechtstreeks of onrechtstreeks betrokken zou kunnen zijn en af te zien van deelname aan de debatten en aan de besluitvorming betreffende bedoelde materies.

Met betrekking tot 5°, mag de bestuurder geen informatie gebruiken of bekendmaken die hij heeft ingewonnen in het kader van zijn functies als het gebruik of de bekendmaking ervan de belangen van de instelling zou kunnen schaden, onverminderd andere toepasselijke bepalingen. De bestuurder verbindt zich ertoe geen rechtstreekse of onrechtstreekse informatie te verstrekken waarvan hij weet dat ze vals of misleidend is.

Met betrekking tot 6° zal de bestuurder er speciaal voor zorgen dat elke duidelijk buitensporige uitgave of uitgave die niet klopt met het maatschappelijk doel van de instelling aan de kaak wordt gesteld.

Met betrekking tot 7°, verbindt de bestuurder zich ertoe zijn beroepsvaardigheden met de hulp van de instelling te ontwikkelen teneinde een hoog expertiseniveau in stand te houden in een voortdurend evoluerende omgeving.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 29 februari 2024 tot uitvoering van de decreten van 12 februari 2004 betreffende de overheidsbestuurders, de Regeringscommissarissen en de revisoren voor publiekrechtelijke rechtspersonen.

Namen, 29 februari 2024.

Voor de Regering:

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Minister van Ambtenarenzaken, Informatica, Administratieve Vereenvoudiging, belast met Kinderbijslag, Toerisme, Erfgoed en Verkeersveiligheid,

V. DE BUE

Bijlage 3.

Inhoud van het handvest bedoeld in artikel 20 van het decreet van 12 februari 2004 betreffende de Regeringscommissarissen en de controleopdrachten van de revisoren binnen de instellingen van openbaar nut

Onverminderd de bestaande decretale en reglementaire bepalingen, verbindt de heer/mevrouw, benoemd tot Commissaris van de Waalse Regering bij op ..., de Commissaris:

1° zich ertoe om gedurende zijn/haar hele mandaat nauwgezet de decretale bepalingen na te leven die op hem/haar van toepassing zijn, in het bijzonder die vervat zijn in het decreet van 12 februari 2004 betreffende de Regeringscommissarissen met betrekking tot:

- a) voldoende beschikbaarheid voor de uitoefening van het mandaat bedoeld in artikel 4, § 1, 1°;
- b) het uitblijven van een strafrechtelijke veroordeling die onverenigbaar is met de uitoefening van de functie bedoeld in artikel 4, § 1, 3°;
- c) het ontbreken van enige band met welke organisatie, partij, vereniging of rechtspersoon dan ook, die niet de democratische beginselen naleeft die zijn vastgelegd in verschillende nationale of internationale juridische normen bedoeld in artikel 4, § 1, 4°;
- d) de afwezigheid van functionele of persoonlijke belangenconflicten bedoeld in artikel 4, § 1, 5°;
- e) de onverenigbaarheden bedoeld in artikel 6, § 1;

2° zich ertoe ervoor te zorgen voor de naleving door de instelling van het algemeen belang, de wettelijkheid en de doelstellingen die vastgesteld zijn in de haar toepasselijke decretale en reglementaire bepalingen of in de beheersovereenkomst, door zijn controlebevoegdheid op evenredige wijze uit te oefenen;

3° zich ertoe loyaal te zijn ten aanzien zijn van de instelling waarbij hij benoemd is; hij moet ook integer, onpartijdig en waardig zijn in de uitoefening van zijn hoedanigheid.

Wat 1° betreft, geeft de Commissarische Minister-President en de toezichthoudende Minister zo spoedig mogelijk schriftelijk kennis van het feit dat hij in voorkomend geval niet meer voldoet aan de voorafgaandelijke benoemingsvoorwaarden of dat hij verkeert in een geval van onverenigbaarheid bedoeld bij de decreten.

Behalve de onverenigbaarheden, kan het gebrek aan informatie wat die voorwerpen betreft of de late overdracht ervan een tekortkoming vormen en het voorwerp uitmaken van de in artikel 7 van het decreet bedoelde afzettingsprocedure.

De verslagen, mededelingen of adviezen die de commissaris moet bezorgen ter uitvoering van het decreet, inzonderheid de artikelen 10 tot 14, worden uitgevoerd binnen de gestelde termijnen en zijn vergezeld van de noodzakelijke technische verklaringen; daarbij worden de nodige bewijsstukken gevoegd.

Hij bezorgt, ter uitvoering van artikel 13 van het decreet, een driemaandelijks verslag over de kasmiddelen van de instelling overeenkomstig het bijgaande model.

Wat 2° betreft, handelt hij, in het kader van de uitoefening van zijn opdracht, als beschermer van de belangen van de Waalse Regering en, meer in het algemeen, van het in artikel 20, derde lid, 2°, van het decreet bedoelde publieke aandeelhouder.

Hij bewaart de grootste discretie over de uitoefening van zijn opdracht en onthoudt zich van elke stellingname en onthulling van vertrouwelijke informatie of informatie die nadeel kan berokkenen aan de belangen van de instelling, die hij zou hebben verkregen in het kader van zijn ambt.

Deze verplichting is in het bijzonder toepasselijk op de informatie en aanwijzingen die een Minister of de Waalse Regering hem zou geven.

Hij zorgt voor de ontwikkeling van zijn vaardigheden en informeert de Minister-President en de toezichthoudende Minister schriftelijk op 30 juni van elk jaar over de wijze waarop hij zijn

beroepsvaardigheden in de activiteitsgebieden van de instelling heeft ontwikkeld en bijgewerkt, met vermelding van de middelen en hulpmiddelen die door laatstgenoemde te zijner beschikking zijn gesteld.

Wat 3° betreft, moet hij beschikbaar zijn voor de instelling, in het bijzonder voor de regelmatige vergaderingen van haar beheersorgaan waarbij hij alleen om dringende redenen afwezig mag zijn.

Hij informeert de beheersinstelling onmiddellijk en schriftelijk door toedoen van zijn voorzitter over een door de Regering gewenste nieuwe oriëntatie overeenkomstig de opdrachten, statuten of maatschappelijk doel van de instelling.

Hij informeert de instelling, volgende dezelfde procedure, over elke instructie van de toezichthoudende Minister.

Hij mag niet optreden als vertegenwoordiger van een pressiegroep, welke het ook is en moet onafhankelijk blijven van elke overheid, met uitzondering van de Waalse Regering.

Hij mag op geen ogenblik, rechtstreeks of onrechtstreeks, een onbehoorlijke gunst of voordeel aanvragen, verlenen noch aanvaarden voor zichzelf of elke andere persoon.

Hij mag geen geschenk, teken van gastvrijheid noch andere voordelen aanvaarden dan die welke gebruikelijk en van geringe waarde zijn.

Voor de Waalse Regering:

De Minister-President,

De toezichthoudende Minister,

De Commissaris van de Waalse Regering

Model van driemaandelijks verslag

01/01/20xx 31/03/20xx 30/06/20xx 30/09/20xx 31/12/20xx

- - - - -

Geldbeleggingen + liquide middelen (1)

Vlottende activa (1)

Schulden op meer dan een jaar die binnen het jaar vervallen + financiële schulden (2)

Vreemd vermogen (II)

Netto-thesaurie (I) - (II)

(1) Voor de instellingen die hun jaarrekening hebben georganiseerd overeenkomstig het schema voorgeschreven bij het koninklijk besluit van 8 oktober 1976, gaat het om de rubrieken "VIII. Geldbeleggingen (rekening 50/53)" en "IX. Liquide middelen (rekening 54/58)" van de balans.

(2) Voor de instellingen die hun jaarrekening hebben georganiseerd overeenkomstig het schema voorgeschreven bij het koninklijk besluit van 30 januari 2001, gaat het om de rubrieken "IX.A. (rekeningen 42)" en "IX.B. (rekeningen 43)" van het passief.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 29 februari 2024 tot uitvoering van de decreten van 12 februari 2004 betreffende de overheidsbestuurders, de Regeringscommissarissen en de revisoren voor publiekrechtelijke rechtspersonen.

Namen, 29 februari 2024.

Voor de Regering:

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Minister van Ambtenarenzaken, Informatica, Administratieve Vereenvoudiging, belast met
Kinderbijslag, Toerisme, Erfgoed en Verkeersveiligheid,

V. DE BUE

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2024/005114]

29 FEVRIER 2024. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif au registre institutionnel wallon et portant exécution des articles L6411-1 et L6421-1 du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation et modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 décembre 2010 portant exécution du décret du 30 avril 2009 relatif aux missions de contrôle des réviseurs au sein des organismes d'intérêt public, des intercommunales et des sociétés de logement de service public et au renforcement de la transparence dans l'attribution des marchés publics de réviseurs par un pouvoir adjudicateur wallon et modifiant certaines dispositions du décret du 12 février 2004 relatif aux commissaires du Gouvernement, du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation et du Code wallon du Logement

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, telle que modifiée, l'article 20 ;

Vu le Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation, les articles L6411-1, § 1^{er}, alinéa 3, inséré par le décret du 29 mars 2018, et L6421-1, § 3, alinéa 2, inséré par le décret du 29 mars 2018 et modifié par le décret du 17 juillet 2018 ;

Vu le décret du 30 avril 2009 relatif aux missions de contrôle des réviseurs au sein des organismes d'intérêt public, des intercommunales et des sociétés de logement de service public et au renforcement de la transparence dans l'attribution des marchés publics de réviseurs par un pouvoir adjudicateur wallon et modifiant certaines dispositions du décret du 12 février 2004 relatif aux commissaires du Gouvernement, du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation et du Code wallon du Logement, l'article 8, § 1^{er}, alinéa 3 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 décembre 2010 portant exécution du décret du 30 avril 2009 relatif aux missions de contrôle des réviseurs au sein des organismes d'intérêt public, des intercommunales et des sociétés de logement de service public et au renforcement de la transparence dans l'attribution des marchés publics de réviseurs par un pouvoir adjudicateur wallon et modifiant certaines dispositions du décret du 12 février 2004 relatif aux commissaires du Gouvernement, du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation et du Code wallon du Logement ;

Vu le rapport du 17 juillet 2023 établi conformément à l'article 4, 2^o, du décret du 3 mars 2016 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 20 juillet 2023 ;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 29 juin 2023 ;

Vu l'avis n° 65/2023 de l'Autorité de Protection des données, donné le 24 mars 2023 ;

Vu l'avis de l'Association des Provinces wallonnes, donné le 5 septembre 2023 ;

Vu l'avis de l'Union des Villes et des Communes de Wallonie, donné le 6 septembre 2023 ;

Vu l'avis n° 74.714/4 du Conseil d'État, donné le 6 décembre 2023, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant l'arrêté du Gouvernement wallon du 31 mai 2018 pris en exécution des articles L1123-15, L2212-45, L6411-1, L6421-1 et L6451-1 du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation ;

Sur la proposition du Ministre des Pouvoirs locaux ;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE 1^{er}. — *Dispositions générales*

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, l'on entend par :

1^o l'Administration : le Service public de Wallonie Intérieur et Action sociale ;

2^o le code : le Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation ;

3^o l'informateur institutionnel : le directeur général de la commune, du C.P.A.S., de la province ou son délégué, ou le titulaire de la fonction dirigeante locale ou son délégué ou, à défaut, le président du principal organe de gestion tel que visé à l'article L6411-1, § 2, du code ;

4^o le président : le président du conseil communal, provincial ou de C.P.A.S. ou le président du conseil d'administration ou du principal organe de gestion d'une intercommunale, société à participation publique locale significative, association de projet, association de pouvoirs publics visée à l'article 118 de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'action sociale, société de logement de service public, régie communale autonome, régie provinciale autonome, tel que visé à l'article L6421-1, § 3, alinéa 1^{er}, du code ;

5^o le registre institutionnel wallon : le registre des institutions locales et supra-locales tel que visé à l'article L6411-1, § 1^{er}, du code.

Art. 2. L'Administration est responsable des traitements de données à caractère personnel effectués par application du présent arrêté.

Les données à caractère personnel collectées par application du présent arrêté :

1^o sont uniquement utilisées par la Région wallonne dans le cadre de l'application du présent arrêté et des décrets qu'il exécute ;

2^o ne sont pas transmises à des tiers sans préjudice de l'article 8 et du décret du 30 mars 1995 relatif à la publicité de l'administration ;

3^o sont conservées pour une durée maximale de douze ans, à dater de la fin du mandat ou de la fonction des personnes concernées au sein de l'institution ;